ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 27 octobre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1014 ■

PROTECTION DES INTÉRÊTS ÉNERGÉTIQUES ET ÉCONOMIQUES COMMUNS

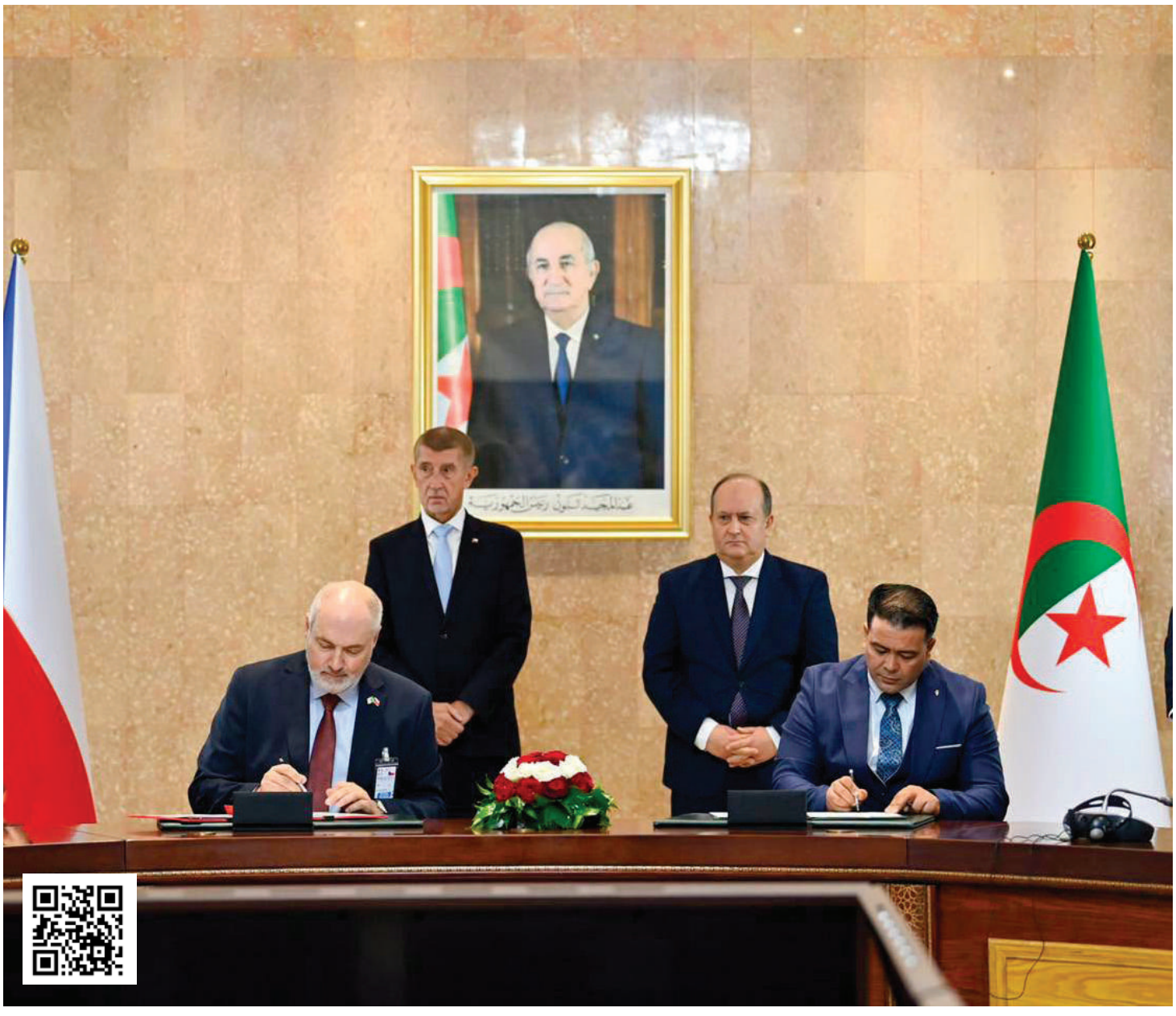
Tebboune ordonne le déploiement d'unités de l'ANP au Niger

P 16

ALGÉRIE-RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Hisser le partenariat économique à un niveau supérieur

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a souligné, hier à Alger, la nécessité d'intensifier les efforts entre l'Algérie et la République tchèque pour encourager les initiatives conjointes et explorer de nouveaux domaines de coopération à même de hisser les relations économiques bilatérales à des niveaux plus ambitieux. P 3



ALGÉRIE-QATAR

Vers de nouveaux partenariats

L'Algérie veut renforcer ses relations économiques avec le Qatar et attirer davantage d'investissements dans les secteurs à fort potentiel. En marge de la 9e édition du Forum mondial de l'investissement (WIF 2026), organisée du 25 au 27 octobre à Doha, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a mis en avant les opportunités de partenariat entre les deux pays, appelant les investisseurs qataris à explorer davantage le marché algérien.

P 2

28E RÉUNION MINISTÉRIELLE DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

L'Algérie plaide pour une coopération internationale renforcée

L'Algérie réaffirme son engagement en faveur d'une coopération internationale renforcée dans le domaine du gaz, fondée sur le respect de la souveraineté des États, la stabilité des marchés et un accès équitable aux technologies et aux financements. Cette position a été défendue lundi à Moscou par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, lors de la 28e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), organisée en préparation du 8e Sommet de cette organisation.

P 5

TOURISME THERMAL

14 projets en cours de réalisation, 1 155 emplois directs attendus

La valorisation des ressources thermales, le renforcement de l'investissement et l'amélioration de la qualité des prestations constituent les principaux axes de développement du tourisme thermal en Algérie.

P 5

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

21 dossiers soupçonnés de corruption transmis aux instances compétentes P 2

ÉNERGIE SOLAIRE

Inauguration de la plus grande centrale d'Algérie P 2

CONTRÔLE COMMERCIAL

Plus de 2,4 millions d'interventions effectuées en 9 mois P 5

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

21 dossiers soupçonnés de corruption transmis aux instances compétentes

La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) a transmis, lors de sa réunion tenue dimanche, 21 dossiers soupçonnés de corruption, aux instances compétentes, indique un communiqué de cette instance.
"En application des dispositions de l'article 31 de la loi 22-08 fixant l'organisation, la composition et les attributions de la HATPLC, le Conseil de la Haute autorité a tenu, dimanche 25 octobre 2026, sa troisième session ordinaire de l'année 2026, sous la présidence de M. M'hamed Djellaoui, président par intérim de la Haute autorité, et en présence des membres du Conseil", précise la même source.
L'ordre du jour de cette session a porté sur "la présentation du bilan des signalements et des dénonciations reçus par la Haute autorité jusqu'au 30 septembre 2026", ajoute le texte.
Il a également été procédé à "l'examen des dossiers soumis au Conseil de la Haute autorité et susceptibles de comporter des soupçons de corruption, dont 20 ont été transmis aux procureurs généraux territorialement compétents et un dossier à la Cour des comptes", conclut le communiqué.

APS

ALGÉRIE-QATAR

Vers de nouveaux partenariats

L'Algérie veut renforcer ses relations économiques avec le Qatar et attirer davantage d'investissements dans les secteurs à fort potentiel. En marge de la 9e édition du Forum mondial de l'investissement (WIF 2026), organisée du 25 au 27 octobre à Doha, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a mis en avant les opportunités de partenariat entre les deux pays, appelant les investisseurs qataris à explorer davantage le marché algérien.

Synthèse Z R.

Dans une déclaration à l'Agence de presse qatarie (QNA), le responsable a souligné que les relations entre l'Algérie et le Qatar constituent un socle pour approfondir la coopération économique et développer les investissements bilatéraux. Il a également relevé l'existence d'opportunités prometteuses et d'une volonté commune d'élargir le partenariat à de nouveaux domaines. Parmi les projets illustrant cette dynamique figure celui de la société qatarie Baladna, consacré à la production de lait en poudre en Algérie. Qualifié de projet structurant, cet investissement dépasse les 3,5 milliards de dollars. Il prévoit la réalisation, à Adrar, d'une ferme géante de 270 000 vaches, en partenariat avec le Fonds national d'investissement (FNI). Le projet ambitionne, rappelle-t-on, de couvrir 50 % des besoins nationaux en poudre de lait et de réduire de 1,5 milliard de dollars la facture des importations. Omar Rekkache a également indiqué que Baladna examinait un autre projet, dont les préparatifs sont en cours, sans en préciser la nature.

Une délégation d'hommes d'affaires qataris attendue en Algérie

En parallèle de sa participation au Forum mondial de l'investissement, le DG de l'AAPI a rencontré, hier à Doha, des responsables de la Chambre de commerce et d'industrie du Qatar. Les discussions ont porté sur les perspectives de coopération économique et d'investissement, ainsi que sur les préparatifs d'une visite en Algérie d'une délégation d'hommes d'affaires qataris.
Accompagné de l'ambassadeur d'Algérie au Qatar, Salah Attia, Omar Rekkache s'est entretenu avec Cheikh Khalifa bin Jassim bin Mohammed Al Thani, président du conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie du Qatar et de la Fédération des chambres de commerce des États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), en présence de Mohammed bin Ahmed Al-Obaidli, membre du conseil d'administration de la Chambre.
À cette occasion, le responsable de l'AAPI a présenté les opportunités d'affaires en Algérie, notamment les incitations et avantages accordés aux investisseurs, ainsi que les potentialités économiques et les opportunités offertes aux opérateurs qataris. Les échanges ont également porté sur les moyens de renforcer les partenariats entre les entreprises des deux pays, d'identifier de nouveaux créneaux d'investissement et de dynamiser les échanges économiques. Omar Rekkache a ainsi invité les investisseurs qataris à tirer parti des atouts économiques de l'Algérie et à envisager de nouveaux projets, susceptibles de renforcer le partenariat bilatéral, de servir les intérêts communs et de contribuer au développement économique national. La visite envisagée d'une délégation qatarie en Algérie devrait permettre aux investisseurs de découvrir les opportunités disponibles et de rencontrer leurs homologues algériens afin d'examiner des projets susceptibles d'être concrétisés. Les opérateurs qataris sont déjà présents dans plusieurs secteurs de l'économie algérienne. C'est notamment le cas de la sidérurgie, à travers la société Algerian Qatari Steel (AQS), et des télécommunications, avec l'opérateur Ooredoo Algérie.

PORT DE BÉJAÏA

Des perspectives de transition énergétique et numérique à l'étude

L'Entreprise portuaire de Béjaïa a accueilli, avant-hier, une délégation du Centre de recherche en environnement d'Annaba, dans le cadre d'une réunion consacrée à l'examen des perspectives de transition énergétique et numérique au sein des établissements portuaires, a indiqué l'entreprise dans un communiqué. Cette rencontre, tenue au siège de la direction générale et présidée par le directeur général de l'entreprise en présence des membres de l'équipe dirigeante, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à moderniser le secteur portuaire, conformément à la stratégie du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi qu'aux orientations du groupe des services portuaires « Serport ».
Les discussions ont porté sur la présentation d'un projet innovant destiné à accompagner les ports algériens dans leur transition vers un modèle plus performant et durable, à travers l'adoption de solutions technologiques modernes dans les domaines de l'énergie et de la numérisation. Les participants ont également examiné plusieurs propositions techniques, notamment celles relatives à l'électrification des quais, en vue d'assurer l'alimentation électrique des navires à quai et des équipements portuaires. Les possibilités d'intégration de l'énergie solaire dans l'alimentation électrique des infrastructures portuaires, notamment par l'exploitation de panneaux photovoltaïques, ont également été abordées, dans l'objectif de rationaliser la consommation énergétique et de réduire les émissions polluantes.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'Entreprise portuaire de Béjaïa à contribuer à la mise en œuvre des orientations nationales en matière de développement durable, de promotion de l'innovation nationale et d'adoption de solutions environnementales modernes. Elle vise également à améliorer les performances des ports algériens et à renforcer leur compétitivité, conformément aux normes internationales en vigueur.

R E.

ÉNERGIE SOLAIRE

Inauguration de la plus grande centrale d'Algérie

Par S. R.

L'Algérie renforce ses capacités de production d'électricité à partir des énergies renouvelables avec l'inauguration, lundi 26 octobre, de la centrale solaire photovoltaïque d'El Foulia, dans la commune de Guemar, wilaya d'El Oued. D'une capacité de 300 mégawatts-crête, cette installation est présentée comme la plus importante du genre à l'échelle nationale et la deuxième en Afrique en termes de capacité de production. Inaugurée par le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, cette infrastructure s'inscrit dans le programme national de développement des énergies renouvelables, qui vise à diversifier le mix énergétique, à répondre à la progression de la demande électrique et à réduire la consommation de gaz naturel destinée à la production d'électricité. « Nous visitons aujourd'hui la plus grande centrale solaire photovoltaïque d'Algérie, qui est également la deuxième plus importante à l'échelle africaine », a déclaré le ministre, soulignant la place accordée à la wilaya d'El Oued dans le programme national de transition énergétique. Sur les 3 200 MW d'énergies renouvelables programmés à l'échelle nationale, cette wilaya bénéficie d'une part de 580 MW, a-t-il précisé.
Implantée sur une superficie de 600 hectares, la centrale est équipée de 69 onduleurs qui convertissent l'énergie produite par les panneaux photovoltaïques en électricité injectable dans le réseau national. Selon le ministre, l'installation a contribué à hauteur de près de 300 MW lors des périodes de forte demande, ce qui confirme l'apport du solaire au renforcement des capacités électriques nationales. « Ces énergies propres nous permettront d'économiser d'importantes quantités de gaz, de réduire les émissions de dioxyde de carbone et de limiter le recours aux combustibles fossiles », a souligné Mourad Adjal.
La production solaire doit ainsi permettre de préserver davantage de gaz naturel pour d'autres usages, notamment l'exportation. Le ministre a également insisté sur la nécessité de confier l'exploitation de ces infrastructures aux compétences nationales, en privilégiant le recrutement de travailleurs issus de la wilaya d'El Oued. L'objectif est de renforcer les retombées locales de ces investissements, notamment en matière d'emploi et de transfert de compétences.
Le programme énergétique de la wilaya prévoit par ailleurs la mise en service de deux autres centrales solaires, d'une capacité respective de 200 MW et de 80 MW, annoncée pour le début de 2027. Ces nouvelles installations devraient porter à 580 MW les capacités solaires programmées dans la région, en comptabilisant la centrale d'El Foulia et les deux projets. Cette montée en puissance doit contribuer à renforcer l'approvisionnement électrique et à répondre aux besoins croissants liés au développement agricole, industriel et démographique de la wilaya. À l'échelle nationale, Mourad Adjal a également annoncé l'apport attendu d'environ 3 900 MW supplémentaires au réseau électrique, grâce à plusieurs projets répartis dans différentes wilayas, en prévision de l'été 2027. « Nous espérons qu'à l'été 2027, il y aura une nette amélioration du service public, notamment au bénéfice du citoyen algérien », a déclaré le ministre, soulignant les efforts engagés pour renforcer les capacités de production et anticiper l'évolution de la demande.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALGÉRIE-RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Hisser le partenariat économique à un niveau supérieur

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a souligné, hier à Alger, la nécessité d'intensifier les efforts entre l'Algérie et la République tchèque pour encourager les initiatives conjointes et explorer de nouveaux domaines de coopération à même de hisser les relations économiques bilatérales à des niveaux plus ambitieux.

Par Z R.

Dans une allocution prononcée à l'occasion du Forum d'affaires algéro-tchèque, qu'il a coprésidé avec son homologue tchèque, M. Andrej Babis, le Premier ministre a mis en avant les nombreuses opportunités d'investissement offertes entre l'Algérie et la République tchèque, soulignant que la nouvelle étape qui s'ouvre « exige d'intensifier les efforts pour encourager les initiatives conjointes et explorer de nouveaux domaines de coopération à même de hisser nos relations économiques à des niveaux plus ambitieux et plus durables ».

L'intensification des contacts entre les hommes d'affaires des deux pays reflète « la volonté sincère des dirigeants de nos deux pays de renforcer la coopération économique et d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations bilatérales, à la hauteur des atouts et des potentialités complémentaires prometteuses dont disposent les deux pays », a ajouté le Premier ministre.

À cet égard, il s'est félicité de l'évolution notable des échanges commerciaux entre les deux pays au cours des dernières années, lesquels sont passés d'environ 139 millions de dollars en 2024 à près de 323 millions de dollars en 2025, estimant que ces résultats, aussi importants soient-ils, demeurent en deçà des potentialités disponibles et des ambitions communes. Sifi Ghrieb a estimé que la diversification des échanges et l'exploration de nouveaux domaines de coopération constituent des priorités pour porter les relations économiques entre les deux pays à des niveaux plus élevés.

Dans ce contexte, le Premier ministre a mis en avant les opportunités de partenariat dans plusieurs secteurs, notamment l'industrie mécanique, la construction automobile et la fabrication de composants, l'agriculture et l'agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables, les mines, le tourisme, la pêche maritime, ainsi que l'économie numérique et les technologies de l'information et de la communication.

Il a également évoqué les perspectives de coopération industrielle entre les entreprises Škoda Transportation et SETRAM dans le domaine de la fabrication d'équipements de transport en Algérie, ainsi que les possibilités de contribution des entreprises tchèques à la modernisation du secteur minier national.

Présentant les principaux atouts de l'économie algérienne, M. Ghrieb a souligné que les réformes engagées sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont contribué à renforcer les fondamentaux de l'économie nationale, à améliorer le climat des affaires et à élargir les perspectives d'investissement.

Il a précisé que le produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie a enregistré une croissance de 3,9 % en 2025, tandis que celle des secteurs hors hydrocarbures s'est établie à 4,9 %, reflétant les avancées réalisées dans la diversification de l'économie nationale.

Le Premier ministre a, par ailleurs, mis en avant les grands projets stratégiques en cours de réalisation, notamment l'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, et le projet intégré de phosphate de Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, appelés à soutenir le développement des industries de transformation à forte valeur ajoutée et à accroître les exportations hors hydrocarbures. Il a également souligné les avantages compétitifs de l'Algérie, notamment son vaste marché intérieur, ses ressources humaines jeunes et qualifiées, la disponibilité de ressources énergétiques à des prix compétitifs et sa position géographique stratégique entre l'Europe, l'Afrique et le bassin méditerranéen.

Les efforts visant à moderniser les infrastructures, à simplifier les procédures administratives et à renforcer les garanties accordées aux investisseurs nationaux et étrangers ont également été mis en avant, en vue de promouvoir un environnement des affaires plus attractif et transparent. M. Ghrieb a enfin appelé les hommes d'affaires et les entreprises des deux pays à intensifier leurs échanges et à développer des partenariats fondés sur les avantages mutuels, le transfert de connaissances et de technologies et la création de valeur ajoutée.

De son côté, la délégation tchèque a exprimé son intérêt pour l'exploration des opportunités de coopération et de partenariat disponibles en Algérie, considérée comme un marché porteur et une porte d'accès privilégiée aux marchés africains, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Signature de mémorandums d'entente de coopération dans plusieurs domaines

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a coprésidé, lundi à Alger, avec son homologue tchèque, M. Andrej Babis, la cérémonie de signature d'un mémorandum d'entente portant création d'un Conseil d'affaires algéro-tchèque, ainsi que de mémorandums d'entente relatifs à la coopération entre les organismes compétents des deux pays dans les domaines de la protection civile, de la géologie et de la cinématographie.

Le Premier ministre tchèque, M. Andrej Babis, est arrivé lundi matin à Alger, accompagné d'une délégation ministérielle et d'un nombre d'opérateurs économiques, et ce pour une visite en vue de renforcer les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays, et de développer les échanges économiques, commerciaux et les investissements bilatéraux.

PROJET DU GAZODUC TRANSSAHARIEN

Le Nigeria réaffirme son engagement

Le ministre d'Etat nigérian aux Ressources pétrolières (gaz), M. Ekperikpe Ekpo, a mis en avant, lundi à Moscou, les importantes retombées économiques et de développement du projet du gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Algérie via le Niger, notamment pour les pays du Sahel africain, soulignant que ce projet était prioritaire et que le Nigeria allait réaliser un gazoduc reliant le sud au nord du Nigeria en vue de concrétiser cette importante infrastructure énergétique continentale.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de la 28e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), M. Ekpo a indiqué que le gazoduc transsaharien constitue un "projet prioritaire", déclarant à ce propos : "Je me suis rendu en Algérie il y a quelques mois, accompagné d'un représentant de la compagnie pétrolière nationale nigériane. Nous avons été reçus par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, auquel nous avons donné toutes les garanties quant à notre engagement à réaliser un gazoduc reliant le sud au nord du Nigeria".

La réalisation de ce gazoduc intervient parallèlement au lancement par l'Algérie des travaux de réalisation du tronçon algérien du projet (le 4 juin 2026, dans la région d'Aoulef), a souligné le ministre, ajoutant que son pays avait procédé à investir dans le secteur gazier pour répondre à la demande internationale et que les travaux se poursuivent au Nigeria en vue d'élaborer les plans d'investissement nécessaires à la réalisation des gazoducs.

Dans ce cadre, poursuit M. Ekpo, "environ quatre (4) décisions finales d'investissement ont été prises avec la participation de compagnies énergétiques internationales et nationales, ce qui permettra d'accroître la production", affirmant que le gaz constitue la solution optimale pour répondre aux besoins énergétiques dans le monde.

APS

28E RÉUNION MINISTÉRIELLE DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

L'Algérie plaide pour une coopération internationale renforcée

Par Selma R.

L'Algérie réaffirme son engagement en faveur d'une coopération internationale renforcée dans le domaine du gaz, fondée sur le respect de la souveraineté des États, la stabilité des marchés et un accès équitable aux technologies et aux financements. Cette position a été défendue lundi à Moscou par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, lors de la 28e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), organisée en préparation du 8e Sommet de cette organisation.

Dans son allocution, le ministre a insisté sur le rôle stratégique du gaz naturel dans la sécurité énergétique mondiale et le développement socio-économique. Il a notamment souligné la nécessité de tenir compte des spécificités nationales et des niveaux de développement dans la conduite de la transition énergétique. « L'Algérie est attachée au renforcement de la coopération internationale dans le domaine du gaz, au respect de la souveraineté des États sur leurs ressources naturelles et à leur droit de choisir leurs trajectoires énergétiques », a-t-il affirmé.

Pour Alger, la consolidation de cette coopération passe également par la mobilisation des investissements nécessaires au développement de l'ensemble de la chaîne de valeur gazière, de l'exploration et de la production au transport, à la liquéfaction et au stockage.

Dans ce contexte, Arkab a mis en avant l'importance des contrats à long terme et d'une meilleure visibilité des marchés pour soutenir les projets et sécuriser les approvisionnements. « La garantie de la sécurité énergétique nécessite un équilibre durable entre la fiabilité des approvisionnements et la stabilité de la demande », a-t-il souligné, rappelant que la réalisation des infrastructures gazières exige des investissements importants et des délais conséquents. La stabilité des marchés constitue, à ses yeux, une condition essentielle pour encourager les opérateurs à engager des projets de long terme. Le ministre a également appelé à intensifier les échanges d'expertise entre les pays membres, notamment en matière de réduction des émissions de méthane et du torchage du gaz. Il a toutefois mis en garde contre le risque de voir les exigences environnementales devenir des obstacles aux échanges commerciaux ou accentuer la fragmentation des marchés.

Dans le domaine de l'innovation, Arkab a plaidé pour le développement de l'Institut de recherche sur le gaz (GRI), basé à Alger, afin d'en faire un centre d'excellence dédié à la recherche, à la formation et au transfert de technologies. Le captage et le stockage du carbone, l'intelligence artificielle et la sécurité des installations figurent parmi les axes de coopération évoqués. Le responsable a par ailleurs rappelé les efforts engagés par l'Algérie pour valoriser ses ressources gazières, renforcer ses infrastructures et améliorer la performance environnementale du secteur, citant notamment les appels d'offres « Algeria Bid Round 2024 » et « Algeria Bid Round 2026 ». Le pays se dit également disposé à partager son expérience avec les autres membres du Forum en matière d'efficacité énergétique et de réduction de l'empreinte carbone.

L'Algérie et l'Azerbaïdjan veulent élargir leur partenariat

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, s'est entretenu lundi à Moscou avec son homologue azerbaïdjanais, Parviz Shahbazov, sur les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le secteur des hydrocarbures. Les discussions ont porté notamment sur les services aux puits, le développement des champs pétroliers et gaziers, le transport, le raffinage et la pétrochimie, ainsi que sur les opportunités de partenariat entre Sonatrach et la compagnie nationale azerbaïdjanaise SOCAR. À cette occasion, Arkab a invité les entreprises azerbaïdjanaises à participer à l'appel à concurrence « Algeria Bid Round 2026 ». Les deux ministres ont également souligné l'importance de renforcer les échanges d'expertise et la formation, tout en poursuivant la coordination au sein de l'OPEP, de l'alliance OPEP+ et du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), afin de contribuer à la stabilité des marchés énergétiques. Ils ont enfin évoqué les préparatifs de la prochaine session de la commission intergouvernementale mixte algéro-azerbaïdja-

COMMERCE INTÉRIEUR

Lancement d'une plateforme pour signaler les infractions commerciales

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a lancé la plateforme numérique "Tawassol-voix du consommateur", permettant aux consommateurs de contacter les services du ministère, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère.
Les citoyens peuvent, à travers cette plateforme, signaler les infractions commerciales, notamment le non affichage des prix, le non respect des prix réglementés ou plafonnés et des règles d'hygiène, ainsi que le signalement des perturbations dans la disponibilité des produits de large consommation à travers le pays.
La plateforme offre aussi un espace de demande d'informations dédié aux opérateurs économiques et aux citoyens et un autre réservé au consommateur, renfermant des orientations et des conseils visant à diffuser la culture de consommation. Le ministère a invité les citoyens à consulter la plateforme et à profiter de ses services via le lien suivant: https://tawassol.commerce.gov.dz. Il a indiqué que l'application mobile de la plateforme sera bientôt disponible.

R E.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Perturbations du service internet à partir de lundi soir

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé des perturbations dans le service internet à partir de lundi soir à 20h00 jusqu'au mardi matin à 4h00, selon un communiqué du ministère.
Le ministère souligne que "suite à des travaux de maintenance indépendamment de sa volonté, prévus sur le câble sous-marin reliant l'Algérie à l'Espagne, des perturbations de connexion au service internet seront enregistrées, à partir de la soirée du lundi 26 octobre 2026 à 20h00 jusqu'à la matinée du mardi 27 octobre 2026 à 4h00", précise la même source.
Les services du ministère et l'entreprise Algérie Télécom "sont mobilisés pour assurer le suivi du déroulement de ces travaux et prendre toutes les mesures nécessaires pour atténuer leurs impacts et assurer un rétablissement progressif du service dans les plus brefs délais", conclut la même source.

APS

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de dossiers relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, dimanche, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers relatifs aux secteurs du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, l'Agriculture, l'habitat, la Formation et l'enseignement professionnels et l'Hydraulique, indique un communiqué des Services du Premier ministre.A l'entame de la réunion, le Gouvernement a entendu une communication sur les mesures prises pour mettre en œuvre les décisions adoptées par Monsieur le Président de la République lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, qui concernent notamment la régulation du marché national des produits alimentaires et agricoles de grande consommation, compte tenu de leur impact sur la vie quotidienne des citoyens.
A ce titre, ont été passées en revue les différentes mesures prises aux niveaux central et local pour garantir la disponibilité des produits de base à des prix abordables.
A cet égard, une série de rencontres directes a été organisée avec la participation des représentants des différents professionnels des filières agricoles et des organisations commerciales de la chaîne d'approvisionnement du marché national.
Le dispositif adopté en la matière repose sur la délégation aux walis de la République d'assurer la gouvernance et la mise en œuvre de l'ensemble des mécanismes y afférents, en coordination directe et permanente avec les administrations centrales concernées. L'objectif est de garantir une maîtrise optimale des données et des informations ayant une incidence sur la fluidité et la transparence du circuit de distribution des marchandises, du producteur au consommateur, ainsi que de lutter contre toutes les formes de spéculation illicite, par la prise de mesures dissuasives, en concertation avec les services de sécurité et judiciaires, afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens.
Par la suite, le Gouvernement a entendu une communication sur les résultats des travaux de l'atelier d'experts chargé de l'élaboration du projet de loi, soumis pour approbation, portant sur les normes de l'habitat dans les zones forestières, et ce, en application des instructions données à cet égard par Monsieur le Président de la République en date du 30 août 2026.
A cette occasion, le Gouvernement a indiqué que les conclusions des travaux de la commission technique seraient approuvées lors de la réunion de la commission sectorielle installée par Monsieur le Premier ministre le 16 septembre 2026, et que ce projet de loi consiste principalement à protéger les personnes et les biens contre les risques d'incendie et de faciliter les interventions sur le terrain.
Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur le cadre référentiel des normes techniques et architecturales du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, qui vise à moderniser les établissements de ce secteur en harmonisant leurs normes de conception et d'équipement, et l'adoption de normes environnementales et numériques, afin de rationaliser les coûts de réalisation et d'améliorer la qualité des espaces pédagogiques pour garantir que les jeunes stagiaires acquièrent des compétences et des aptitudes adaptées aux besoins du marché du travail. Enfin, et dans le cadre de la poursuite du renforcement du système de sécurité hydrique, le Gouvernement a examiné les opérations de suivi et de contrôle des travaux de raccordement en aval des nouvelles stations de dessalement d'eau de mer".

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie ouvre une nouvelle liaison vers Shanghai

Le groupe Air Algérie a inauguré, lundi, au départ de l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, une nouvelle liaison aérienne vers Shanghai, en Chine, dans le but de renforcer la connectivité aérienne entre l'Algérie et la Chine, et d'élargir le réseau international du groupe.
La cérémonie d'inauguration de cette nouvelle ligne s'est déroulée en présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, ainsi que de cadres d'Air Algérie. Elle a été présidée par M. Sid Ahmed Dekdouk, directeur par intérim des ventes et du réseau du groupe.
Cette liaison s'inscrit dans le cadre du programme du groupe visant à développer son réseau international et à diversifier ses destinations, notamment vers l'Asie, a déclaré M. Dekdouk, soulignant que Shanghai constitue la troisième destination d'Air Algérie en Chine, après Pékin et Guangzhou.
Il a ajouté que cette ligne sera exploitée à raison de trois vols par semaine, offrant ainsi davantage de possibilités pour le transport des voyageurs et l'acheminement des marchandises, tout en contribuant à renforcer les échanges entre l'Algérie et la Chine.
L'inauguration de cette liaison s'inscrit dans le cadre du programme du groupe Air Algérie visant à renforcer son réseau international par l'ouverture de cinq nouvelles destinations, à savoir Conakry, Brazzaville, Lagos, Tripoli et Shanghai, dans le cadre des efforts déployés pour développer le secteur du transport aérien et répondre aux besoins des voyageurs et des opérateurs économiques. La ligne Alger-Shanghai contribuera à renforcer la présence du groupe sur le marché chinois, en élargissant son offre de services vers l'un des principaux pôles économiques et commerciaux de Chine. Elle ouvrira ainsi de nouvelles perspectives en matière de transport de voyageurs et de développement des relations économiques, commerciales et touristiques entre les deux pays.
L'ouverture de ces nouvelles destinations témoigne de la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie du groupe Air Algérie visant à étendre son réseau international et à renforcer la connectivité aérienne de l'Algérie avec son environnement régional et international.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	355,00	0,00	0,00	0,67	7,57	7,32	1309	464 695,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,10	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1398,00	-0,14	-0,13	-0,18	7,54	7,65	3556	4 971 288,00
BIOPHARM	BIO	2 357,00	2357,00	0,00	-0,80	-5,45	6,35	7,21	270	636 390,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 999,00	1999,00	0,00	-0,18	-8,29	8,29	8,75	10035	20 059 965,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,31	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	2,33	5,67	1,24	7,78	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 25 أكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Octobre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	92	97	86	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	131	146	115	الطماطم		
	Oignon sec	85	92	78	البصل الجاف		
	Ail sec	840	913	766	الثوم الجاف		
	Carotte	126	137	115	الجزر		
	Navet	134	145	123	اللفت		
	Poivron	138	151	125	الفلفل الاخضر		
	Piment	151	166	136	الفلفل الحار		
	Courgette	140	153	127	الكوسة		
	Haricot vert	237	258	216	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	136	148	123	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	423	528	318	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	468	584	352	التمر		
	Raisin	328	379	276	العنب		
	Grenade	189	220	157	الرمان		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2226	2345	2106	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	480	493	467	الدجاج		
	Œufs (Unité)	23	24	21	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)		

TOURISME THERMAL

14 projets en cours de réalisation, 1 155 emplois directs attendus

La valorisation des ressources thermales, le renforcement de l'investissement et l'amélioration de la qualité des prestations constituent les principaux axes de développement du tourisme thermal en Algérie.

Par Zahir R.

S'exprimant hier à l'ouverture du Séminaire national sur le tourisme thermal, qui se déroule sur deux jours (les 26 et 27 octobre courant) à Guelma, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a souligné l'importance de cette activité dans la diversification de l'économie nationale, la création d'emplois et l'attraction des investissements. En effet, l'organisation de cet événement constitue une étape importante pour renforcer la place du tourisme thermal dans le paysage touristique national et valoriser les richesses naturelles de l'Algérie. En effet, l'objectif de ce séminaire, dira-t-elle, est de faire de ces ressources un levier de diversification économique, de création d'emplois et d'attraction des investissements.
Selon elle, l'Algérie dispose d'importantes potentialités naturelles et thermales, en énumérant 282 sources thermales réparties sur 40 wilayas, 36 stations thermales offrant une capacité totale de 5 618 lits et générant 2 564 emplois, ainsi que 28 bains traditionnels répartis sur 18 wilayas. « Ces ressources représentent un levier de développement touristique et économique dont la valorisation nécessite une approche intégrée, fondée sur la modernisation des infrastructures, l'amélioration des services et la promotion de l'offre thermale nationale », a souligné la ministre.

14 projets en cours de réalisation

Abordant les perspectives d'investissement, la ministre a fait état de l'octroi de 97 autorisations d'utilisation et d'exploitation des eaux thermales, conformément à la réglementation en vigueur. Elle a également annoncé que 14 projets thermaux sont actuellement en cours de réalisation. Leur mise en service devrait permettre d'ajouter 2 366 lits aux capacités d'accueil nationales et de créer 1 155 emplois directs.
Dans ce contexte, Mme Meddahi a insisté sur la nécessité d'accompagner les investisseurs et de lever les contraintes entravant le lancement ou l'achèvement des projets enregistrés. L'objectif est clair : transformer les potentialités naturelles disponibles en projets d'investissement productifs, capables de soutenir l'activité touristique et de contribuer au développement économique local.
La ministre a également souligné l'importance de poursuivre la modernisation et la réhabilitation des établissements thermaux publics, notamment ceux relevant du groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (GHTT), afin d'améliorer les capacités d'accueil et la qualité des prestations.

Plus de 3,1 millions de visiteurs en 2025

Les chiffres présentés lors de cette rencontre illustrent l'importance de la fréquentation des établissements thermaux et des bains traditionnels. En 2025, les stations thermales ont accueilli 312 736 curistes, tandis que les bains traditionnels ont enregistré 2 826 403 visiteurs.
Concernant l'année en cours, les stations thermales ont reçu, durant le premier semestre 2026, 176 115 curistes et les bains traditionnels, 1 166 469 visiteurs. Ces chiffres, indique-t-elle, confirment l'importance de cette activité et les perspectives de son développement, ainsi que sa contribution potentielle à la dynamisation de l'activité touristique tout au long de l'année.
Pour renforcer cette dynamique, Houria Meddahi a appelé à améliorer la qualité des services, à relever les standards de qualité, à développer la formation et à intensifier la promotion touristique.
Elle a également plaidé pour une meilleure articulation entre le tourisme thermal, l'artisanat traditionnel, le patrimoine culturel et le tourisme familial, afin de proposer des offres intégrées répondant aux attentes des visiteurs.
La ministre a, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'adopter une vision opérationnelle reposant sur une feuille de route claire et une coordination renforcée entre les différents intervenants.
Elle a notamment mis l'accent sur le développement du partenariat entre les secteurs public et privé, la valorisation des expériences réussies et le renforcement de la coopération internationale.
Elle a également appelé à promouvoir un tourisme thermal durable, fondé sur l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et la préservation du patrimoine.
À ce titre, la restauration et la modernisation des bains traditionnels figurent parmi les pistes à privilégier pour préserver leur valeur patrimoniale tout en améliorant les conditions d'accueil.

ALGÉRIE-ALLEMAGNE

Signature d'une convention de coopération entre le Centre d'excellence d'Isser et KSB Algérie

Dans le cadre du renforcement du partenariat entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et les opérateurs économiques, une convention de coopération a été signée hier, au niveau du Centre d'excellence d'Isser, dans la wilaya de Boumerdès, entre le Centre d'excellence d'Isser et la société KSB Algérie.
Cette convention s'inscrit dans le cadre de la coopération algéro-allemande et du programme AEDA II, visant à améliorer l'employabilité des diplômés de la formation professionnelle en Algérie, précise le ministère dans un communiqué.
Cette convention s'inscrit dans le cadre de la politique adoptée par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, qui vise à renforcer l'ouverture des établissements de formation sur leur environnement économique et à impliquer davantage les opérateurs économiques dans le développement du système de formation. Cette démarche contribue à rapprocher les compétences des besoins du marché du travail et à améliorer l'employabilité des diplômés du secteur.
La cérémonie de signature s'est déroulée sous la supervision de Madame la cheffe de cabinet de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en présence de la représentante du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) auprès de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne en Algérie, de la directrice résidente du bureau de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) en Algérie, ainsi que du directeur général de KSB Algérie.
Ce partenariat témoigne de la dynamique que connaît le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels en matière de développement des centres d'excellence et de renforcement des liens avec les opérateurs économiques. Il consacre ainsi le rôle de l'entreprise en tant que partenaire essentiel dans le développement des compétences et favorise une meilleure adéquation de la formation aux besoins du marché du travail.

R E.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réunion de travail consacrée à l'innovation de solutions intelligentes aux défis liés aux réseaux sociaux

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a tenu une réunion de travail consacrée au lancement d'un brainstorming sur l'innovation de solutions nationales intelligentes et créatives aux défis liés aux réseaux sociaux, indique lundi un communiqué du ministère. Cette réunion a été tenue avec le directeur général de la Recherche scientifique et du Développement technologique, le directeur de l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle, le directeur des systèmes de réseaux et le conseiller chargé de l'information numérique, de l'information statistique et de la communication. Cette démarche a pour objectif de "mobiliser les compétences scientifiques et technologiques nationales et de mettre à profit les potentialités de l'intelligence artificielle et de la recherche scientifique appliquée en vue de développer des approches innovantes à même de répondre aux mutations rapides de l'espace numérique et de renforcer l'utilisation responsable et sécurisée des technologies modernes", lit-on dans le communiqué.
Cette orientation traduit "la volonté du secteur de passer de la consommation de solutions technologiques à la production de connaissances et au développement de solutions nationales innovantes", faisant de l'université algérienne "une force de proposition et un moteur de l'innovation numérique au service de la société et du développement national", conclut la même source.

APS

CONTRÔLE COMMERCIAL

Plus de 2,4 millions d'interventions effectuées en 9 mois

Le ministère du commerce intérieur et de la régulation du marché national a fait état de plus de 2,4 millions d'interventions de contrôle commercial effectuées sur le terrain sur les neuf premiers mois de l'année en cours, en hausse de 19% par rapport à la même période de l'année précédente. Les services de contrôle du ministère ont également constaté plus de 167.000 infractions aux textes législatifs et réglementaires (+6,3% par rapport à la même période de 2025), a indiqué le Directeur central à la Direction générale du contrôle économique et la répression des fraudes au ministère, Kamel Boukhadach, sur les ondes de la radio nationale. Le responsable a précisé que 17 procès verbaux ont été établis par rapport aux infractions de spéculation illicite, en diminution de 58% par rapport aux 9 premiers mois de 2025, grâce aux "sanctions dissuasives". S'agissant de la flambée des prix des produits alimentaires et agricoles de large consommation, observée ces dernières semaines, M. Boukhadach a indiqué que cette situation est "due à plusieurs facteurs, combinant à la fois des manœuvres spéculatives, les fluctuations des prix des intrants et des matières premières à l'échelle internationale, ainsi que les coûts du transport maritime". Il a également pointé du doigt "le rôle non négligeable des intermédiaires au sein des canaux de distribution de la filière des fruits, légumes et viandes, multipliant ainsi les marges au détriment du pouvoir d'achat du consommateur". Pour faire face à ces dérives et en application des directives fermes données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la régulation du marché, le ministère a mobilisé près de 80% de ses effectifs, soit plus de 7.000 agents déployés en permanence sur le terrain, a précisé le responsable, ajoutant que ces équipes interviennent 7j/7, y compris les weekends. Ces agents veillent en continu à la transparence des transactions, au respect de l'affichage obligatoire des prix et à la conformité des produits, notamment au niveau des marchés de gros et de détail, a-t-il souligné.
Concernant les viandes rouges, il a rappelé qu'un décret exécutif (n24-133) a été adopté en 2024 pour encadrer et plafonner les marges bénéficiaires à tous les stades (importation, gros et détail), note le responsable, précisant que ce texte fait actuellement l'objet d'une révision pour revoir ces marges. De plus, des quotas d'importation de viande rouge ont été attribués aux opérateurs agréés afin de garantir un approvisionnement régulier et à des prix abordables à l'approche du mois de Ramadan, a-t-il rappelé.
Ila également mis l'accent sur la plateforme numérique "Tawassol-voix du consommateur", permettant aux consommateurs de signaler les infractions commerciales, notamment le non affichage des prix, le non respect des prix réglementés ou plafonnés et des règles d'hygiène, ainsi que les perturbations dans la disponibilité des produits de large consommation à travers le pays.
"Les signalements acheminés sont immédiatement pris en charge par les directions du commerce de chaque wilaya pour une intervention rapide des brigades de contrôle", a-t-il souligné.

R E.

AFLOU

Inauguration d'une nouvelle annexe de la Banque d'Algérie

Une nouvelle annexe de la Banque d'Algérie (BA) a été inaugurée dimanche à Aflou, dans le cadre de la stratégie de cette institution bancaire visant à étendre son réseau à travers le territoire national, a-t-on appris des services de la wilaya.
La cérémonie d'inauguration a été présidée par le wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, en présence du wali délégué d'Aflou, Younes Benmerah, du vice- gouverneur de la BA, Mohamed Benbahane, ainsi que de cadres de l'institution.
M. Benmalek a, à cette occasion, indiqué que cette nouvelle structure contribuera au renforcement du système bancaire dans la région et à la prise en charge des besoins en prestations financières notamment des opérateurs économiques et des hadjis.
Par ailleurs, le wali a donné le coup d'envoi d'une opération d'aménagement et de modernisation d'une station service relevant de la société nationale Naftal.
L'opération prévoit , la dotation de la station de nouveaux équipements, dont des bornes de recharges pour véhicules électriques, ainsi que le développement de la distribution de GPL, en vue d'améliorer la qualité des services offerts aux usagers de la route.
R E.

OUM EL BOUAGHI

380 millions de DA pour le renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable de la commune d'Ain Beida

Une enveloppe de 380 millions de dinars vient d'être allouée au renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) de la commune d'Ain Beida (26 km à l'est d'Oum El Bouaghi), a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l'hydraulique.
Le chef du service de l'AEP, Lakhdar Messaâd, a indiqué à l'APS que le lancement des travaux de renouvellement de ce réseau qui dessert 14 cités de la ville est prévu "avant fin 2026".
Il s'agit notamment, a-t-il ajouté, des cités de Meriane, du Tennis, des 400 Logements, des Harakta (sites n 3 et 5), de la route de Khenchela, des Frères Belalmi, de Bel-Air, d'Essaâda, d'El Kahina et de la coopérative de la cité "El Djirane".
Cet important projet, financé dans le cadre des programmes sectoriels de l'exercice 2026 et dont la réception est prévue pour "fin 2027", porte sur le renouvellement d'environ 60 km de canalisations de distribution d'eau potable, et sur la réalisation de 3.800 branchements individuels.
M. Messaâd a rappelé que depuis le début de l'année 2025, ce ne sont pas moins de 26 km du réseau d'AEP qui ont été réhabilités dans 10 cités de la commune d'Ain Beida.

APS

SKIKDA

Appel à valoriser le rôle de la femme rurale et des jeunes dans l'économie de montagne

Les participants au premier séminaire national sur "l'agriculture de montagne et l'économie rurale", clôturé dimanche à l'université 20 août 1955 de Skikda, ont appelé à "valoriser le rôle de la femme rurale et des jeunes dans l'économie de montagne".

Les participants à cette rencontre de deux jours, initiée par l'Union nationale des ingénieurs agronomes en coordination avec l'assemblée populaire de wilaya (APW), ont recommandé l'élaboration de "programmes d'appui à la femme rurale et aux jeunes par la formation, l'accompagnement technique et la facilitation du financement et de la création de micro-entreprises et coopératives pour le développement de projets liés aux produits locaux, aux activités de transformation traditionnelle et au tourisme rural et écologique".
Les recommandations lues par Mounir Oubiri, président de l'union nationale des ingénieurs agronomes, ont appelé à "créer un conseil national des ingénieurs agronomes et un organe national supérieur chargé du développement des zones montagneuses via la coordination des politiques et programmes sectoriels et le suivi des projets".
"L'importance d'élaborer un programme scientifique de développement de l'oléiculture en montagne et d'organiser des caravanes encadrées par des agronomes, chercheurs et services de vulgarisation pour sensibiliser les agriculteurs à la culture biologique et pratiques agricoles durables et rationnaliser l'usage de l'eau", a été également soulignée.
Il a été aussi recommandé de préserver les ressources naturelles, prévenir les incendies de forêts, réhabiliter les écosystèmes, renforcer la recherche et la numérisation et développer l'écotourisme.
L'accent a été porté sur "le renforcement de la coopération entre l'université, les organismes professionnelles et les administrations concernées pour exploiter la recherche et l'innovation dans le développement de l'agriculture de montagne, la valorisation des ressources locales, l'amélioration de la qualité et de la compétitivité des produits locaux".
La rencontre a passé en revue la situation actuelle de l'agriculture de montagne, sa valorisation, le soutien à l'investissement, les coopératives, la recherche et la numérisation en vue de développer ces régions et l'économie rurale, selon les organisateurs.

M'SILA

Ouverture du salon national des produits de la femme au foyer

Le salon national des produits locaux de la femme au foyer, s'est ouvert dimanche à la maison de l'artisanat et des métiers de M'sila, avec la participation de 70 artisanes de 15 wilayas du pays.
En marge de l'ouverture de la manifestation par le secrétaire général de wilaya, Fatehi Lila, le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), Brahim Bendjabou, a indiqué que cet évènement, initié par la chambre sous l'égide du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, expose des produits artisanaux réalisés par des femmes au foyers dont des costumes et plats traditionnels et divers autres produits de terroir.
Ce salon qui comprend de multiples stands a pour but de présenter les métiers séculaires et les efforts des femmes dans la préservation des savoir-faire artisanaux.
Organisé conjointement avec la direction locale du tourisme et de l'artisanat, ce salon qui se poursuivra au 30 octobre courant est une opportunité pour la promotion et la commercialisation de ces produits et le soutien des projets et initiatives individuelles de femmes au foyer, a souligné la même source.
De son côté, Meriem Chikhi participante de la wilaya de M'sila, a considéré que le salon "contribue à mettre en valeur les produits des femmes au foyer et leur créativité de sorte à soutenir ces artisanes et participer la préservation de ce patrimoine culturel séculaire". Nadjla Mekki, artisane de Djelfa, a estimé que de pareilles initiatives étaient un espace important pour la commercialisation des produits artisanaux et l'échange des expériences entre participantes.
APS

SÉTIF

La CNAC lance une campagne de sensibilisation aux mesures d'encouragement à la promotion de l'emploi

L'agence de Sétif de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) a lancé dimanche une campagne de sensibilisation aux avantages contenus dans la loi 06-21 du 11 décembre 2006 relatives aux mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi.
Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'agence, Fayçal Chagroune, a précisé que cette campagne, organisée en coordination avec les deux chambres de l'agriculture et du commerce et de l'industrie, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la communication avec les opérateurs économiques pour présenter les mesures incitatives contenues dans cette loi dont la réduction des cotisations sociales, l'exonération totale de la part de l'employeur et la subvention mensuelle à l'emploi conformément aux dispositions requises.
Le même responsable a ajouté que cette campagne de sensibilisation qui se poursuivra jusqu'au 31 décembre prochain vise à présenter aux opérateurs économiques ces importants avantages et les encourager en profiter de sorte à promouvoir l'emploi et dynamiser le marché du travail.
M. Chagroune a souligné que cette campagne donnera lieu à des visites aux zones des activités industrielles de la wilaya effectuées par des cadres spécialisés au profit d'opérateurs adhérents des chambres du commerce et de l'industrie et de l'agriculture, pour leur présenter la loi 06-21 du 11 décembre 2006 relatives aux mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi.
R E.

MOSTAGANEM

Ensemencement de plus de 900.000 alevins de dorade royale à Stidia

Plus de 900.000 alevins de dorade royale ont été introduits dans la zone d'activités aquacoles de la commune de Stidia, dans la wilaya de Mostaganem, a annoncé, dimanche, la direction de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya. Selon un communiqué de cette direction, l'opération, réalisée les 23 et 24 octobre en cours, a concerné trois nouvelles cages flottantes, récemment mises en exploitation par une entreprise spécialisée dans l'aquaculture marine. Ces cages, installées au large des côtes de la commune de Stidia, sur la façade maritime ouest de la wilaya, ont ainsi été ensemencées avec plus de 900.000 alevins de dorade, a-t-on précisé de même source.
La direction a souligné que cette opération, inscrite dans le cadre du programme d'ensemencement automnal, vise à renforcer la production nationale de produits halieutiques, à soutenir la sécurité alimentaire et à contribuer au développement économique durable aux niveaux national et régional.
Il s'agit de la deuxième opération du genre réalisée dans le cadre du programme d'ensemencement automnal, après l'introduction, en septembre dernier, de plus de 400.000 alevins de dorade royale dans deux cages flottantes situées dans la même zone, a ajouté la même source.
Par ailleurs, dans le cadre du programme d'ensemencement printanier et estival de l'année en cours, huit cages flottantes appartenant à plusieurs opérateurs économiques activant dans ce domaine ont été ensemencées avec plus de deux millions d'alevins de dorade royale dans la même zone d'activités aquacoles.
Cette zone a bénéficié, récemment, d'une vaste opération d'aménagement et de réhabilitation, a-t-on indiqué.

APS

Les coulisses du plan de Trump pour donner au Pentagone une part des richesses pétrolières du Venezuela

Cet accord vient couronner des mois de négociations discrètes destinées à accorder aux États-Unis des droits sur certaines des plus grandes réserves avérées de pétrole au monde.

Par Vera Bergengruen (1); Drew FitzGerald (2) et Juan Forero (3)

Le gouvernement américain a conclu un accord visant à acquérir une participation directe de 35 % dans North American Blue Energy Partners, une société privée détenant des droits pétroliers au Venezuela.
Le président Trump a passé des mois à affirmer que la destitution du dirigeant vénézuélien avait permis aux États-Unis de s'assurer l'accès au pétrole de ce pays.
Lorsque les entreprises énergétiques américaines ont hésité à investir au rythme et à l'échelle qu'il souhaitait, son administration a imaginé une solution hors du commun pour concrétiser sa vision : faire du gouvernement américain lui-même un investisseur.
L'accord annoncé vendredi soir ferait passer le gouvernement américain du statut d'intermédiaire des investissements pétroliers américains au Venezuela à celui d'investisseur à part entière.
Cela donnerait à Washington un intérêt financier direct dans une entreprise privée à laquelle seraient accordés des droits valables un siècle sur certaines des plus grandes réserves avérées de pétrole au monde – et lierait davantage les États-Unis au gouvernement non élu qui accorde ces droits.
Cette société privée, dirigée par l'homme d'affaires vénézuélien controversé Alejandro Betancourt, aurait la possibilité d'exploiter 17 gisements pétroliers qui contiendraient, selon les estimations, 65 milliards de barils de pétrole, soit un cinquième des réserves du pays. Le Pentagone, dans le cadre d'un élargissement spectaculaire de ses attributions, contribuerait au financement de ce projet pétrolier et tirerait profit de sa future production.
« Si cet accord parvient à survivre aux prochains gouvernements vénézuéliens, alors Trump aura assuré aux États-Unis des réserves stratégiques de pétrole qui vont au-delà de la révolution du schiste » a déclaré Schreiner Parker, associé au sein du cabinet de conseil Rystad Energy. « À l'heure actuelle, de nombreuses incertitudes subsistent quant à la manière dont ces barils passeront du statut de réserves à celui de production effective, et quant à savoir qui va investir le temps, les efforts et l'argent nécessaires pour y parvenir. »
Cet accord vient couronner des mois de négociations menées dans le plus grand secret et de fréquents déplacements à Caracas de responsables et de négociateurs américains. Trump et la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, se sont mis d'accord sur les grandes lignes de l'accord lors d'un entretien téléphonique quelques jours avant son annonce, selon des sources proches des négociations. Les responsables ont ensuite passé ces derniers jours à régler les détails de la mise en œuvre de cet accord inhabituel.
Trump a annoncé l'accord sur les réseaux sociaux vendredi soir, et la Maison Blanche n'a pas fait d'autres commentaires.
Bien qu'il ait été négocié par des hauts responsables des deux gouvernements, la structure de l'accord ferait des États-Unis un investisseur dans une société privée plutôt qu'un partenaire direct du gouvernement vénézuélien.
Les États-Unis prévoient de prendre une participation directe de 35 % dans la société nord-américaine Blue Energy Partners, détenue par Betancourt, et s'assureraient ainsi des droits préférentiels d'achat sur 20 % de sa production au prix coûtant, selon des sources proches des négociations.
Le Bureau du capital stratégique du Pentagone prévoit de structurer cet investissement par le biais de « penny warrants », qui permettraient aux États-Unis d'acquérir une participation dans l'entreprise sans investissement important en capital, ont indiqué ces sources. Ce service du Pentagone dispose d'une compétence légale limitée pour conclure des accords visant à promouvoir les intérêts des États-Unis en matière de sécurité nationale, généralement par le biais de prêts et de garanties.
Betancourt a joué le rôle d'intermédiaire dans ces accords énergétiques au Venezuela et entretient des liens étroits avec Rodríguez. Il a fait l'objet d'enquêtes pénales pour blanchiment d'argent présumé en Espagne et en Suisse, bien qu'il n'ait pas été mis officiellement en examen. Au cours des deux dernières années, sa société NABEP est devenue le deuxième plus grand producteur privé de pétrole au Venezuela, derrière Chevron.
Le secrétaire d'État Marco Rubio a qualifié cet accord de « grande victoire », il garantirait un approvisionnement en pétrole à bas prix dans l'hémisphère occidental et ferait baisser les prix de l'essence pour les Américains. Rodríguez a souligné que cela apporterait plus de 100 milliards de dollars d'investissements, plus de 209 milliards de dollars de recettes fiscales et des milliers d'emplois qui contribueraient à la reconstruction de l'industrie pétrolière du pays.
Pourtant, cet accord a suscité la colère de nombreux Vénézuéliens et semé la confusion parmi certains dirigeants du secteur pétrolier, voire parmi des responsables américains, quant à sa teneur et à sa mise en oeuvre.
Pour les compagnies pétrolières américaines qui envisagent d'investir au Venezuela, l'idée de devoir rivaliser avec une entreprise privée soutenue par les États-Unis et détenant des participations dans de grands pans des gisements pétroliers du pays est dissuasif, ont déclaré des sources proches de ces entreprises. Des responsables américains ont indiqué que cette entreprise soutenue par l'État serait le deuxième plus grand détenteur de réserves avérées après Saudi Aramco.
« Pourquoi les États-Unis subventionnent-ils et créent-ils un concurrent majeur pour le secteur pétrolier américain ? » s'est interrogé Ed Hirs, économiste spécialisé dans l'énergie à l'université de Houston. « Lucy [du dessin animé Peanuts] retirera une nouvelle fois le ballon dès que Trump aura quitté le pouvoir. »
Cet accord suscite également des inquiétudes au sein du secteur quant à la possibilité qu'un nouveau gouvernement vénézuélien puisse intenter une action en justice couronnée de succès, et quant au risque que cela sape la confiance de nouveaux acteurs désireux d'investir, ont indiqué ces sources.
Le contenu de l'accord semble être en contradiction directe avec la Constitution de 1999 du Vénézuela, qui stipule que les réserves pétrolières du pays appartiennent à la République bolivarienne du Venezuela et ne peuvent être vendues. Les détracteurs affirment que le gouvernement vénézuélien actuel, composé de responsables non élus et maintenus au pouvoir par l'administration Trump, n'a aucune autorité légale pour céder les droits pétroliers du pays.
L'accord a pris forme ces derniers mois, alors que l'administration cherchait à donner corps aux affirmations répétées de Trump voumant que les États-Unis s'approvisionnaient en pétrole vénézuélien.
Confrontée à une guerre impopulaire et épuisante contre l'Iran, laquelle a réduit l'offre énergétique mondiale, l'administration Trump a ressenti l'urgence d'annoncer qu'elle s'était assurée une source d'approvisionnement à long terme en pétrole brut dans l'hémisphère occidental, ont déclaré des personnes impliquées dans les négociations. Trump cherchait également à remporter une victoire politique en présentant l'accord avec le Venezuela comme un moyen de protéger les Américains des coûts liés aux troubles au Moyen-Orient, à l'approche des élections de mi-mandat de novembre, ont-elles ajouté.
Le Venezuela n'est toutefois pas actuellement un producteur de pétrole majeur : il ne produit que 1,1 million de barils par jour, soit un niveau comparable à celui du Dakota du Nord. Selon les analystes pétroliers, la relance de la production prendrait des années et ne devrait pas entraîner rapidement la baisse des prix des carburants promise par Trump.
Les responsables de l'administration Trump se sont tournés vers Betancourt car ils estimaient qu'il était particulièrement bien placé pour mener à bien ce projet : son entreprise est déjà présente dans le pays et il entretient des relations étroites avec de hauts responsables vénézuéliens, ont indiqué des sources proches des négociations.
L'administration Trump a tenté de pousser les grandes compagnies pétrolières, notamment ExxonMobil et ConocoPhillips, à revenir dans les gisements vénézuéliens et à rouvrir rapidement les vannes.
Mais après des mois de négociations laborieuses, une grande partie de l'industrie pétrolière américaine est restée en retrait. De nombreuses entreprises hésitent encore à investir dans les infrastructures pétrolières délabrées du pays.
L'accord a été mené par le Département d'État, et les responsables américains se sont tournés vers le Bureau du capital stratégique (OSC) du Pentagone à un stade avancé du processus, alors qu'ils cherchaient un mécanisme financier à mettre en place, selon certaines sources proches des négociations.
C'est le ministère de la Défense qui détiendra en fin de compte la participation du gouvernement et les droits d'achat dans cette coentreprise.
Une délégation composée de hauts responsables du Pentagone et du Département d'État, dont le directeur de l'OSC, David Lorch, s'est rendue au Venezuela en juillet pour mettre au point les termes de l'accord, ont indiqué certaines de ces sources.
L'OSC a été créé en 2022 avec pour mission de soutenir les secteurs jugés essentiels à la sécurité nationale des États-Unis, même si ce n'est qu'au cours du deuxième mandat de Trump que l'organisme a commencé à octroyer des prêts.
La structure de société privée a été délibérément choisie pour lier les futurs gouvernements vénézuéliens à l'accord et rendre sa résiliation difficile, a déclaré l'une des personnes impliquées. Il est peu probable qu'un nouveau gouvernement exproprie une société privée, ont-elles ajouté.
Cette annonce a suscité de vives réactions de la part de nombreux Vénézuéliens, tant dans le pays qu'au sein de l'importante communauté d'exilés à l'étranger, ainsi que parmi les partisans de l'opposition. Beaucoup ont accusé Trump de légitimer un gouvernement non élu en échange du contrôle du pétrole du pays.
« C'est une opération tout à fait anticonstitutionnelle, car il s'agit d'un gouvernement illégitime » a déclaré Diego Arria, ancien ministre vénézuélien et ambassadeur aujourd'hui en exil aux États-Unis.
Il a déclaré que les États-Unis travaillaient en étroite collaboration avec des responsables du gouvernement vénézuélien recherchés par les forces de l'ordre américaines pour trafic de drogue et autres crimes, dans un seul but : s'emparer du pétrole vénézuélien.
« Ils s'en emparent – il n'y a pas d'autre mot pour le dire », a déclaré Arria.
Bien que les sondages montrent que les Vénézuéliens ont massivement soutenu l'opération américaine qui a destitué Nicolás Maduro, le soutien à Trump a chuté depuis qu'il a aidé Rodríguez – l'ancienne vice-présidente de Maduro, qu'il a qualifié de « fantastique » et de « très respectée » – à consolider son pouvoir.
« Ici, ce qui nous préoccupe, c'est d'avoir de l'électricité, de l'eau et de l'argent, puis de subvenir à nos besoins quotidiens » a déclaré Irelis Cedeño, une retraitée de 65 ans qui vit dans la banlieue de Caracas. « Je n'ai aucune idée de ce qu'est cet accord pétrolier, mais il est le bienvenu s'il permet de résoudre notre situation économique. »

(1) Journaliste spécialisée dans les questions de sécurité nationale au Wall Street Journal à Washington; (2) journaliste spécialisé dans l'aérospatiale et la défense pour le Wall Street Journal à Washington; (3) Chef du bureau sud-américain du Journal. Il supervise la couverture de l'actualité politique, environnementale, du développement et des conflits, du Brésil à la Colombie en passant par les pays de la région.

Source : The Wall Street Journal, publié le 29-08-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE

Une croissance de 5% attendue en 2027

Le gouvernement a examiné et adopté le Projet de Loi des Finances 2027, au cours de la réunion hebdomadaire du mercredi 21 octobre 2026.
Le budget 2027 qui affiche “152,11 milliards de MRU de recettes et subventions, un total de 145,91 milliards de dépenses, avec un excédent de 6,20 milliards de MRU, et un maintien du solde primaire hors industries extractives dans les limites de 3,5% du Produit Intérieur Brut (PIB) nominal, s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, Mohamed Cheikh El Ghazouani : mon ambition pour ma nation”.
Un engagement dont le cadre référentiel “est la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) pour la période 2016/2030”.
Le projet de loi des finances repose “sur des prévisions de croissance de 5% en 2027, 4,3% sur la période 2027/2029 et un taux d’inflation de 3,3%.
En 2027, le solde non extractif, cumulé avec les subventions, s’élevé à -21,3 milliards de MRU, soit 3,5% du PIB, contre -22,18 milliards, -4% en 2026.
La deuxième phase du programme de développement de la ville de Nouakchott est projetée à 11,59 milliards de MRU, et le Programme d’Urgence pour la Généralisation de l’Accès aux Services de base pour le développement local, est doté de 26,4 milliards pour la période 2025/2027.
Le programme de développement de Nouadhibou (2026/2029) est de 39,6 milliards, dont 25,44 milliards destinés aux infrastructures de soutien aux secteurs productifs (port en eau profonde, station d’épuration des eaux usées, secteur de la pêche), 4,63 milliards pour l’eau et l’assainissement, 3 milliards pour les routes et transports, 3,03 milliards pour la modernisation urbaine”. Le communiqué du Conseil des Ministres rappelle “un contexte international encore marqué par les répercussions du conflit au Moyen-Orient”.

R I

FORUM MONDIAL DE L’INVESTISSEMENT

Appels à faire passer les chaînes de valeur de la résilience à la solidité

Une session de dialogue tenue aujourd’hui dans le cadre des travaux de la neuvième édition du Forum mondial de l’investissement, accueillie par l’État du Qatar en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a examiné les moyens de renforcer la résilience des chaînes de valeur mondiales et d’élargir les opportunités de participation des pays et des entreprises à celles-ci.

Ont participé à la session Son Excellence le Dr Ahmad bin Mohammed Al Sayed, ministre d’État aux Affaires du commerce extérieur au ministère du Commerce et de l’Industrie, Son Excellence Mme Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l’Organisation mondiale du commerce, M. John Denton, secrétaire général de la Chambre de commerce internationale, et le général David Petraeus, président de l’Institut mondial KKR et président de KKR Moyen-Orient.
Dans son intervention lors de la session, Son Excellence le Dr Ahmad bin Mohammed Al Sayed a déclaré que l’État du Qatar a fait preuve d’une « grande résilience » face aux crises au cours des derniers mois, affirmant son orientation vers davantage d’ouverture et son interconnexion avec le monde.
Il a expliqué que le plan de l’État dans ce cadre se concentre sur la sécurisation des chaînes d’importation et l’élargissement de l’accès aux marchés extérieurs à travers des accords de commerce et d’investissement avec les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe ainsi qu’en direct, en plus de l’augmentation des exportations de biens et de services.
Son Excellence le ministre d’État aux Affaires du commerce extérieur au ministère du Commerce et de l’Industrie a indiqué que la troisième Stratégie de développement national accorde la priorité à des secteurs tels que les services logistiques, l’industrie avancée, la technologie et l’intelligence artificielle, invitant les investisseurs à se concentrer sur la facilitation du commerce et le commerce numérique.
Pour sa part, Son Excellence Mme Iweala a déclaré que le commerce mondial de biens et de services a atteint un niveau record de 35 000 milliards de dollars l’année dernière, malgré les droits de douane, les mesures unilatérales et les perturbations dans le détroit d’Ormuz, la mer Rouge et la mer Noire, indiquant que l’Organisation prévoyait une croissance du commerce de marchandises de 1,9 % cette année, mais que la croissance au premier semestre a atteint 3,5 %, soit près du double des prévisions.
Elle a estimé que ces indicateurs reflètent une « résilience » et non une « solidité », fruit des efforts des décideurs politiques et des entreprises qui ont eu recours à des itinéraires, des tuyaux et des ponts terrestres alternatifs, mais à des coûts plus élevés incluant le transport, l’assurance et le fret, avec une capacité d’accostage limitée dans plusieurs ports, soulignant que 72 % du commerce mondial continue de s’effectuer selon les règles de l’Organisation mondiale du commerce.
Elle a noté que le commerce des biens liés à l’intelligence artificielle (les biens matériels sur lesquels repose l’écosystème de l’intelligence artificielle, et non les logiciels ou les services) a contribué à environ 42 % de la croissance du commerce de marchandises l’année dernière, et à près de 50 % au premier semestre de cette année.
Elle a précisé que 70 % des investissements dans ce domaine sont concentrés en Amérique du Nord et que la majeure partie des approvisionnements provient d’Asie de l’Est, indiquant que les dix premiers exportateurs de biens liés à l’intelligence artificielle contrôlent 85 % des exportations et 80 % des importations.
Elle a appelé à investir dans les ports autour du cap de Bonne-Espérance, les ponts terrestres, les pipelines alternatifs et la capacité d’accostage, soulignant qu’elle a discuté avec le président de la Banque mondiale de l’affectation de 12 milliards de dollars récemment mobilisés auprès du capital privé vers ces projets.
De son côté, M. John Denton, secrétaire général de la Chambre de commerce internationale, a estimé que les tensions géopolitiques, les droits de douane et les postures protectionnistes ne signifient pas nécessairement un découplage commercial effectif, le secteur privé maintenant le contact entre les économies et réorganisant les chaînes d’approvisionnement, bien que de manière complexe.
Il a expliqué que la Chambre de commerce internationale, qui opère dans 170 pays, dont 70 % dans les pays du Sud, facilite environ 17 500 milliards de dollars d’activité économique mondiale par an.
Il a indiqué qu’un sondage mené auprès d’environ 135 chambres de commerce a montré que l’incertitude constitue le premier obstacle pour les entreprises, un obstacle coûteux, les pertes d'activité économique manquée s'étant élevées à 280 milliards de dollars l’année dernière pour atteindre environ 600 milliards de dollars cette année.
M. Denton a appelé à faire face à ces défis par la transformation numérique, y compris la reconnaissance juridique du connaissement électronique, soulignant que l’accord numérique régional de l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (DEPA) pourrait créer 500 000 emplois en Indonésie via les petites et moyennes entreprises.
Le secrétaire général de la Chambre de commerce internationale a mis en garde contre une interprétation étroite de la souveraineté numérique comme une fermeture des flux de données, qui n’est pas une option optimale pour l’Afrique et l’Amérique latine.
Pour sa part, le général Petraeus a déclaré que le monde a connu, au cours des quinze dernières années, une transition d’une phase de « mondialisation heureuse », caractérisée par le recul des obstacles au commerce, à l’investissement et aux flux de capitaux et de technologie, vers une phase où la compétition entre grandes puissances se renouvèle et où les barrières commerciales s'élèvent, avec une orientation de la mondialisation vers des blocs régionaux.
Il a expliqué que les chaînes d’approvisionnement ne bénéficient plus des niveaux de fiabilité antérieurs, ce qui pousse les entreprises à adopter des stratégies logistiques préventives, fondées sur le maintien de stocks de réserve au lieu de s’appuyer sur le réapprovisionnement immédiat selon le principe du « juste à temps ».
R I/Agence

EGYPTE

Les actifs nets des fonds d’investissement dépassent les 500 milliards de livres fin septembre

Les actifs nets libellés en livres égyptiennes ont atteint 470,10 milliards de livres à la fin du mois de septembre, tandis que la valeur équivalente des actifs libellés en devises étrangères s’est élevée à 34,60 milliards de livres, précise l’Autorité générale de régulation financière (FRA). De plus, le nombre de fonds d’investissement, est également passé de 224 à 232 entre juin et fin septembre.
Les actifs nets des fonds d’investissement en Egypte ont progressé de 7,2 % au troisième trimestre 2026, atteignant 504,71 milliards de livres égyptiennes fin septembre, contre 470,97 milliards fin juin, a annoncé dimanche 25 octobre l’Autorité générale de régulation financière (FRA).
« Le nombre de fonds d’investissement, toutes catégories confondues, est également passé de 224 à 232 au cours de la même période », selon un communiqué de l’autorité.
Les actifs nets libellés en livres égyptiennes ont atteint 470,10 milliards de livres fin septembre, tandis que la valeur équivalente des actifs libellés en devises étrangères s’est élevée à 34,60 milliards de livres.

Une offre d’investissement de plus en plus diversifiée

« Le franchissement du seuil des 500 milliards de livres d’actifs nets témoignait des efforts déployés pour mettre en place un cadre législatif et réglementaire favorable et développer les infrastructures des activités financières non bancaires », a déclaré Islam Azzam, président de la FRA.
Il a également souligné que la diversification des produits proposés, notamment les fonds d’actions, les fonds monétaires, les fonds investis dans les métaux précieux, l’immobilier, les indices boursiers et le capital-investissement, offrait différentes possibilités d’épargne et de placement aux investisseurs.
« Cette diversité permet également de répartir les risques et de rechercher des rendements durables, tout en contribuant à renforcer l’inclusion financière et l’investissement en Egypte », selon Azzam.

Qu’est-ce qu’un fonds d’investissement ?

Un fonds d’investissement est un placement collectif qui rassemble les capitaux de plusieurs investisseurs afin de les investir dans différents actifs, tels que des actions, des obligations, des bons du Trésor ou de l’or. Les épargnants achètent des parts du fonds, dont la valeur évolue en fonction des performances des actifs détenus. La gestion est confiée à des professionnels qui prennent les décisions d’achat et de vente pour le compte des investisseurs.
Ces fonds ne sont pas nécessairement rattachés à des banques. Certains sont proposés ou gérés par des établissements bancaires comme la Banque nationale d'Egypte, Banque Misr ou la CIB, tandis que d’autres relèvent de sociétés spécialisées dans la gestion d’actifs et les services financiers non bancaires.

R I.

CHAÎNE DU FROID ALIMENTAIRE

Le polonais Faspol veut se positionner en Guinée

En Guinée, le manque d'infrastructures de stockage accentue les pertes post-récolte, principalement en ce qui concerne les fruits et légumes. La volonté du gouvernement de moderniser le secteur ouvre des perspectives aux opérateurs internationaux.

En Guinée, l'entreprise Faspol Africa, spécialisée dans des solutions de refroidissement durable et affiliée au groupe polonais Faspol, a signé le 22 octobre dernier un protocole d'accord avec le ministère de l'Agriculture en vue d'étudier les possibilités de modernisation des infrastructures de conservation de la mangue. Dans un communiqué publié sur son site, l'institution indique que ce protocole d'accord prévoit le lancement d'études de faisabilité technique à partir de novembre 2026. Celles-ci doivent permettre d'identifier les zones prioritaires de production, évaluer les besoins en capacités de stockage et en conservation frigorifique et renforcer les compétences des acteurs locaux. Le montant du projet, les capacités frigorifiques envisagées et les modalités de financement n'ont toutefois pas encore été précisés.

Des besoins importants dans la conservation des produits frais

La démarche s'inscrit dans une volonté des autorités guinéennes de réduire les pertes post-récolte et d'améliorer la compétitivité de la mangue sur les marchés internationaux.
Selon des données publiées en juillet 2026 par le ministère guinéen du Plan, les pertes post-récolte sont estimées entre 40 et 50 % pour les racines, les tubercules, les fruits et les légumes. Elles sont notamment liées à l'insuffisance des équipements de stockage, aux faiblesses des infrastructures énergétiques et logistiques ainsi qu'à la dégradation de certaines routes. En ce qui concerne les données spécifiques à la filière mangue, une publication du Cadre intégré renforcé (EIF), un programme de partenariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), rapportait en 2021 que les pertes post-récolte de mangues en Guinée variaient entre 60 et 85 % selon les régions de production. Ces estimations historiques soulignent les difficultés de la filière, sans permettre d'établir le niveau actuel des pertes ni la part imputable au manque d'infrastructures frigorifiques.

Une expérience déjà établie sur plusieurs marchés africains

Apparue sur le marché polonais en 2001 après s'être séparée de FASPOMA, un fabricant de cuves pour le stockage et la transformation des produits laitiers fort de plus de 50 ans d'expérience, Faspol est spécialisée dans la fabrication d'équipements en acier inoxydable pour l'industrie. Elle dispose aujourd'hui de références dans plusieurs pays africains, notamment dans les secteurs laitier et halieutique.
En 2023, l'entreprise a par exemple obtenu un contrat portant sur 385 installations de refroidissement du lait, destinées aux centres locaux de collecte, au Rwanda. Le financement du projet a été annoncé le 3 novembre 2023 par la banque publique polonaise BGK, qui a accordé un crédit acheteur de 22,6 millions d'euros au Trésor rwandais pour l'acquisition d'équipements polonais.
Un peu plus tôt, en 2016, c'est au Kenya que Faspol avait remporté un marché portant sur la fourniture de 350 installations de refroidissement du lait au gouvernement. Selon les responsables de l'entreprise, l'exécution du contrat s'est étendue de 2017 à 2020, dans le cadre de la coopération économique entre la Pologne et le Kenya. Son premier contrat africain a été obtenu en 2015 au Ghana, où elle a livré et installé une fabrique de glace pour l'entreprise Thai Union, un groupe thaïlandais spécialisé dans les produits de la mer, présent dans le pays à travers Pioneer Food Cannery, son usine de transformation et de mise en conserve de thon à Tema.
Ces références illustrent la diversité des solutions proposées par Faspol, qui fournit des équipements et des services de stockage frigorifique aux industries laitière et halieutique. Cette expertise pourrait lui permettre d'explorer d'autres débouchés en Guinée, au-delà de la mangue, si les études de faisabilité et les conditions du marché confirment l'existence d'une demande suffisante.

R I.

KENYA

L'État cherche à attirer des investisseurs indiens pour développer sa filière riz

Le riz figure parmi les principaux produits agricoles importés au Kenya, avec l'huile de palme et le sucre. Le gouvernement, qui cherche à développer l'industrie locale, veut mobiliser des investissements et du savoir-faire auprès de partenaires expérimentés dans la filière.
Une délégation kenyane conduite par Ephantus Kimotho, secrétaire principal chargé de l'Irrigation, s'est rendue cette semaine en Inde pour explorer des possibilités de collaboration avec les entreprises Pattabhi Agro Foods Private Limited et United Port Services Private Limited.
L'ambition de cette démarche est de soutenir le développement d'une chaîne de valeur intégrée de production rizicole et de transformation agro-alimentaire au Kenya, principalement à travers la transformation d'un site de plus de 14 000 hectares du périmètre irrigué de Bura, situé dans le comté de Tana River, en un pôle de production à grande échelle.
« En associant investissements agricoles, technologies modernes de transformation, expertise technique et accès aux marchés, ce partenariat pourrait contribuer à accroître la production locale de riz, à créer des emplois et à conserver une plus grande part de la valeur ajoutée dans l'économie kényane », a souligné M. Kimotho dans un post publié sur sa page Facebook. À ce stade, aucune décision d'investissement n'a toutefois encore été annoncée.

Une production locale insuffisante

Cette recherche de partenaires s'effectue alors que le Kenya reste fortement dépendant des importations pour satisfaire sa demande de la céréale. Dans la première économie d'Afrique de l'Est, la production annuelle de riz usiné est comprise entre 160 000 et 180 000 tonnes, et provient principalement du périmètre d'irrigation de Mwea, principale zone de production du territoire. En comparaison, la consommation annuelle tourne autour de 950 000 tonnes selon les données compilées par le Département américain de l'Agriculture (USDA).
L'écart entre l'offre nationale et les besoins du marché souligne l'enjeu d'une hausse durable de la production. En attendant, le pays doit continuer de recourir aux importations pour combler son déficit de production. Selon les données compilées sur la plateforme Trade Map, il a importé 785 000 tonnes de riz usiné, pour une valeur de 425 millions USD en 2025.

R I.

TOGO

La Chine annonce l'annulation d'une partie de la dette, sans en préciser le montant

La Chine a accepté d'annuler une partie de la dette publique togolaise, à l'issue d'une visite officielle de Faure Gnassingbé à Pékin. Le montant de l'allègement reste inconnu, alors que les engagements du Togo auprès de l'Eximbank de Chine atteignaient 160,64 milliards FCFA fin 2025.
Le Togo et la Chine ont signé un protocole d'accord portant sur l'annulation partielle de la dette togolaise envers Pékin, a annoncé la présidence du Conseil dans un communiqué publié le 16 octobre 2026, au terme de la visite officielle du président du Conseil Faure Gnassingbé en Chine.
L'accord a été conclu le 15 octobre à Pékin, à l'occasion de la rencontre entre le dirigeant togolais et le Premier ministre chinois, Li Qiang.
Il vise à alléger les engagements financiers du Togo envers son partenaire, sans que le montant des créances concernées ni les modalités de l'opération aient été précisés.
Selon le rapport annuel de la dette publique publié en mars 2026 par la Direction de la dette publique et du financement, l'encours des engagements du Togo auprès de l'Export-Import Bank of China (Eximbank) s'élevait à 160,64 milliards FCFA au 31 décembre 2025.
Ce montant représentait 3,72 % de la dette publique totale du pays, 7,77 % de sa dette extérieure et 24,39 % de sa dette commerciale extérieure. L'Eximbank de Chine constituait ainsi le premier créancier commercial extérieur du Togo.
Le rapport, qui ne recense aucune autre institution chinoise parmi les créanciers identifiés, précise que les prêts de l'Eximbank sont libellés en dollars et en yuans, avec une durée de 20 ans, un différé de remboursement de sept ans et un taux d'intérêt de 2 %.
Les autorités n'ont toutefois pas indiqué si l'annulation annoncée concerne ces financements ou d'autres créances détenues par la Chine.

R I.

RDC

Vers une surveillance continue des systèmes informatiques de l'État

Depuis 2022, la RDC s'est engagée dans la mise en œuvre d'une stratégie nationale de cybersécurité articulée autour de sept axes. Malgré ces avancées, le pays conserve des marges de progression sur le plan des capacités techniques et des compétences spécialisées. La République démocratique du Congo prévoit de renforcer la surveillance de ses systèmes informatiques publics. Lors du Conseil des ministres du vendredi 23 octobre, le président Félix-Antoine Tshisekedi (photo) a ordonné un audit des infrastructures numériques de l'État afin d'identifier les failles de sécurité et de mieux protéger les données sensibles des administrations. Le dispositif annoncé prévoit également une surveillance permanente des systèmes et une meilleure coordination des réponses aux incidents. L'audit devra recenser les vulnérabilités critiques et définir les mesures correctives prioritaires. Les autorités prévoient aussi des mécanismes d'alerte précoce pour détecter les incidents et organiser les interventions, ainsi que des actions de sensibilisation des agents publics aux risques informatiques. Les risques liés aux vulnérabilités logicielles illustrent l'importance de cette démarche. Les autorités congolaises ont récemment alerté sur deux failles critiques affectant PHP, une technologie utilisée par de nombreux sites web et plateformes numériques, et appelé les administrations concernées à appliquer les correctifs disponibles. L'audit annoncé vise, lui, à examiner plus largement la sécurité des infrastructures informatiques publiques.
La RDC avait déjà adopté une stratégie nationale de cybersécurité en octobre 2022, articulée autour de sept axes, dont la protection des infrastructures critiques, la sécurisation des données, le développement des compétences et la gestion des crises. Dans son « Global Cybersecurity Index 2024 », l'Union internationale des télécommunications classe le pays au niveau 3, « Establishing », sur cinq niveaux de maturité. Le profil congolais fait notamment ressortir des marges de progression dans les mesures techniques et le développement des compétences en cybersécurité.

R I.

POINT-MARCHÉS

L'Europe au rebond avant les banques centrales

Après deux replis consécutifs, les grands indices européens se reprennent ce matin. Après 1h30 de cotations, le CAC 40 s'affiche en hausse de 0,84%, à 7 849 points, le DAX 40 à Francfort avance de 0,83% et le FTSE 100 à Londres s'adjuge 0,44%.

Les places européennes se reprennent sous l'effet de quelques achats à bon compte, et les investisseurs saluent également la décision de Moody's de ne pas toucher à la note de crédit à long terme de la France. Vendredi soir, l'agence de notation a maintenu sa note, alors que beaucoup prévoyaient une dégradation. Elle reste pour l'instant un cran au-dessus de celle de Fitch et Standard & Poor's, mais reste assortie d'une perspective négative.
Dans ces conditions, le rendement de l'emprunt d'Etat à 10 ans français se détend légèrement. Il se situe actuellement à 4,98%, après avoir touché 5,15% jeudi dernier.
Autre facteur de soutien pour les places européennes, la légère décrue des cours du pétrole. A New York, le WTI cède 1,17%, à 100,85 dollars, et à Londres, le Brent de la mer du Nord recule de 0,87%, à 114,51 dollars.
Au niveau de la macro-économie, en Allemagne, l'indice Ifo du climat des affaires d'octobre a progressé plus que prévu en s'installant à 90,2 points, contre des attentes à 90 et un précédent à 89,9 points. Il est au plus haut depuis mai 2023.
Les investisseurs surveilleront à 13 h 30 l'indice d'activité nationale de la Fed de Chicago de septembre. Sur le marché des devises, l'euro est quasi-stable face au billet vert (-0,03%) et se négocie contre 1,1214 dollar. Le reste de la semaine sera dominé par la décision des trois plus importantes banques centrales. La Réserve fédérale américaine mercredi, la Banque centrale européenne jeudi et celle du Japon vendredi rendront leur verdict sur leur politique monétaire. Un statu quo est attendu.
Au programme également cette semaine, il y aura les résultats de Microsoft, Alphabet et Amazon, ainsi que ceux de SK Hynix et Samsung Electronics en Corée du Sud. Ils seront particulièrement surveillés, comme l'ensemble du secteur technologique.
En attendant, dans l'actualité des valeurs, au sein du CAC 40, Stellantis est particulièrement entouré et progresse de 3,32%. De son côté, le secteur du luxe se reprend après avoir été particulièrement délaissé la semaine dernière. Hermès avance de 2,87%, ou encore LVMH qui grimpe de 1,19%.
La plus forte baisse de l'indice revient à Carrefour qui trébuche de 0,61%.
Au sein du SBF 120, GTT signe, de loin, le plus fort repli, et chute de 13,61% après avoir dévoilé un recul de son chiffre d'affaires de 4,9% sur les neuf premiers mois de l'année.
Mieux orienté, Nanobiotix, s'apprécie de 5,59%. La société a publié de nouvelles données cliniques encourageantes concernant son candidat thérapeutique JNJ-1900 (NBTXR3) dans le traitement du mélanome cutané avancé résistant aux immunothérapies.
Ailleurs en Europe, Genmab flambe de 13,20%. La société danoise a annoncé plusieurs avancées dans son portefeuille de traitements oncologiques.
Au Royaume-Uni, Plus500 s'apprécie de 4,22% après son point d'activité du troisième trimestre. En Allemagne, Bayer grimpe de 3,29%, le groupe a dévoilé des données phases cliniques favorables pour son produit Darolutamide pour les patients atteints d'un cancer de la prostate à haut risque de récidive.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Octobre 2026
Valeur : 28 Octobre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.8082	134.8232
1	EUR	EURO	150.8773	150.9076
1	GBP	POUND STERLING	180.2490	180.2931
100	JPY	JAPANESE YEN	85.9143	85.9403
1	CNY	CHINESE YUAN	20.2102	20.2128
1	CHF	SWISS FRANC	163.5228	163.5807
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.2847	96.3023
1	DKK	DANISH KRONE	20.1857	20.1895
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.5589	13.5612
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.4103	14.4304
1	AED	UAE DIRHAM	36.7045	36.7106
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9163	35.9241
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.5469	437.7377
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.9220	45.3735
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7580	13.7596
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9890	21.0968
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3652	3.3756
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.8067	182.8067

AVANT LA FED ET DES RÉSULTATS DE GÉANTS DE LA TECH

Les marchés en Asie sous pression

Les Bourses d'Asie se montrent prudentes lundi à l'orée d'une semaine marquée par des réunions cruciales de banques centrales, dont la Fed, et par les résultats de géants américains de la tech, un net repli du pétrole ne suffisant pas à rasséréner les investisseurs.
Vers 02H15 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei cédait 0,39 % à 62.446 points.
A Séoul, l'indice phare Kospi reculait de 1,13 %. La Bourse de Sydney était à l'équilibre tout comme l'indice hongkongais Hang Seng.
L'attentisme dominait au gré d'échanges prudents avant une réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) mardi et mercredi.
La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque du Japon (BoJ) doivent également se prononcer plus tard dans la semaine.
Par ailleurs, après plusieurs séances marquées par une vague de ventes des valeurs tech sur fond de craintes quant à la rentabilité de l'intelligence artificielle (IA), le marché guette les résultats d'Alphabet, Microsoft et Amazon attendus cette semaine.
La devise américaine cédait 0,1 % face à la monnaie japonaise vers 02H15 GMT, à 156,71 yens pour un dollar.
Mais là encore le marché semble suspendu à la politique monétaire : la Fed, qui a relevé ses taux d'intérêt en septembre pour contenir l'inflation, semble ne pas vouloir continuer sur cette lancée pour l'heure, repoussant à décembre un éventuel nouveau tour de vis monétaire.
S'agissant des cours de pétrole, vers 02H20 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, lâchait 1,64 % à 114,80 dollars. Celui du baril de WTI nord-américain abandonnait 1,94 % à 101,27 dollars.
Les cours reprenaient leur souffle après avoir fortement bondi la semaine dernière à leurs plus hauts niveaux depuis avril.
APS

CAC 40

La Bourse de Paris attendue en hausse après la décision surprise de Moody's

La Bourse de Paris devrait ouvrir en hausse lundi, profitant d'un léger recul des cours du pétrole et de la décision de Moody's de ne pas dégrader la note de la France.
Vers 8h25, le contrat à terme sur le CAC 40 gagnait 0,7%, selon les données du courtier IG.
L'agence Moody's a déjoué les attentes vendredi soir en maintenant sa note "Aa3" sur la dette française. L'agence d'évaluation financière conserve ainsi une note supérieure d'un cran à celle de ses homologues S&P Global et Fitch Ratings.
Pour Andrea Tueni, responsable des activités marchés chez Saxo Banque, cette décision repose sur un pari: celui de l'adoption d'un budget 2027 permettant de réduire le déficit public, dans un contexte où les coûts de financement et les tensions sociales devraient progressivement s'apaiser.
La décision de Moody's devrait toutefois avoir un impact limité sur les coûts d'emprunt de la France. "Tout porte à croire, au regard de l'impasse politique, budgétaire et sécuritaire, que le taux de l'OAT à 10 ans va évoluer entre 5% et 6% dans les prochains mois, alourdissant ainsi le fardeau de la dette", indique de son côté Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.
Dans ce contexte, les investisseurs se préparent à une semaine riche en publications de résultats trimestriels, avec notamment les résultats des banques BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole. Outre Atlantique, les géants technologiques Microsoft, Amazon, Intel et Alphabet donneront le ton.
Les décisions de la Réserve fédérale (Fed) américaine et de la Banque centrale européenne (BCE) seront également scrutées.
La BCE devrait laisser ses taux inchangés, mais la détérioration de la situation politique et sociale en France pourrait occuper une partie de la conférence de presse de la présidente de l'institution de Francfort, Christine Lagarde.
La Fed devrait également opter pour le statu quo tout en laissant la porte ouverte à un relèvement de ses taux cette année.

ACTIONS A SUIVRE:
-BOLLORE: le groupe diversifié a publié vendredi soir un chiffre d'affaires en forte progression, la hausse des cours des produits pétroliers ayant soutenu les revenus de Bolloré Energy.
-EURAZEO: la société d'investissement Eurazeo a annoncé lundi la nomination avec effet immédiat de Christophe Bavière en qualité d'unique président du directoire.
Le directoire était jusqu'à présent co-présidé par Christophe Bavière et William Kadouch-Chassaing.
-GTT: le spécialiste des technologies pour le transport du gaz naturel liquéfié a confirmé vendredi soir ses objectifs financiers pour 2026, après avoir accusé un repli de son chiffre d'affaires sur les neuf premiers mois de l'année. GTT a également annoncé la nomination à compter du 16 novembre de Catherine Ronge en qualité de présidente du conseil d'administration, en remplacement de Philippe Berterottière. -NANOBIOTIX: la biotech a dévoilé samedi des données d'étude encourageantes concernant son traitement expérimental JNJ-1900 (NBTXR3) dans le traitement du mélanome cutané.
Ces résultats proviennent d'une étude de phase 1 qui évalue le JNJ-1900 conçu pour fonctionner avec la radiothérapie, en combinaison avec un inhibiteur de point de contrôle immunitaire (pembrolizumab ou nivolumab) chez des patients atteints d'un cancer avancé.

CHINE

Le Parti communiste réuni pour renforcer sa gouvernance

Cette session plénière (plénum) du Comité central du PCC a pour objectif de renforcer la discipline dans les rangs, réduire la corruption et rendre les cadres plus efficaces et plus loyaux, selon les médias d'État.

Le président Xi Jinping et les hauts responsables chinois ont entamé lundi à Pékin une importante réunion consacrée à la gouvernance du Parti communiste (PCC) au pouvoir, à un an de son congrès, a indiqué l'agence Chine Nouvelle. Cette session plénière (plénum) du Comité central du PCC, qui compte environ 300 membres, a pour objectif de renforcer la discipline dans les rangs, réduire la corruption et rendre les cadres plus efficaces et plus loyaux, selon les médias d'État.

Xi Jinping, au pouvoir depuis 2012, a présenté un rapport d'activité ainsi qu'un projet de décision du Comité central en vue de renforcer une gouvernance «rigoureuse» du Parti dont il est le secrétaire général, indique Chine Nouvelle. La présentation de cette décision fait suite à des réunions du Bureau politique du Comité central qui a appelé à des «normes plus exigeantes» et des «mesures plus concrètes» en matière de gouvernance du Parti face à des «changements profonds» et à de «nouveaux défis» dans le monde et en Chine, a rapporté Chine Nouvelle.

Très peu d'informations filtreront de la réunion qui se tient dans un strict huis clos, avant sa conclusion jeudi. Le plénum se tient traditionnellement au Jingxi Hotel, dans l'ouest de la capitale. Les observateurs scruteront attentivement les résultats des travaux ainsi que toute indication éventuelle de changements de postes et d'émergence de nouvelles figures.

Ce plénum précède un remaniement prévu de la direction du parti lors du 21e congrès du PCC à l'automne 2027. Xi Jinping, 73 ans, paraît assuré d'y obtenir un quatrième mandat historique. Les précédents plénums ont constitué des moments clés pour consolider son autorité. Depuis son accession à la tête du Parti en 2012, il mène sans relâche une campagne contre la corruption qui s'est traduite par des milliers d'évictions, dont celles de dizaines de membres du Comité central. Mais il reste frustré par le fait que les cadres n'appliquent pas ses directives.

Maximiser l'efficacité et la loyauté des cadres

Les médias d'État ont publié, avant le plénum, un article s'inspirant d'un discours prononcé par Xi Jinping en janvier, dans lequel il fustigeait les fonctionnaires «hypocrites» qui semblent se conformer aux directives, mais «résistent intérieurement», prônent «l'individualisme» et font preuve d'«opportunisme politique». Selon des analystes, Xi Jinping cherche à maximiser l'efficacité et la loyauté des cadres par davantage de supervisions et de règles.

Du fait des purges à travers tout l'appareil d'État, la participation au plénum de cette année devrait être la plus faible depuis la mort de l'ancien dirigeant Mao Zedong en 1976. Huit sièges du Comité central sont vacants, tandis que 15 autres membres font l'objet d'enquêtes et risquent d'être remplacés.

Une incertitude pour la deuxième économie mondiale

La campagne anticorruption a aussi ciblé l'armée, entraînant la chute de cinq des sept membres de la Commission militaire centrale (CMC), la plus haute instance du parti chargée des forces armées. Sur les 44 militaires nommés au Comité central en 2022, seuls deux n'ont pas été écartés ou n'ont pas disparu, selon l'Asia Society Policy Institute. La session plénière pourrait voir de nouveaux membres nommés à la CMC, ou le parti pourrait attendre le congrès de l'an prochain pour la renouveler.

Cette réunion intervient à un moment d'incertitude pour la deuxième économie mondiale, en passe d'enregistrer un nouvel excédent commercial record en 2026, mais toujours entravée par ses déséquilibres structurels, une demande intérieure atone et une crise prolongée de l'immobilier, autrefois facteur de croissance. La Chine est par ailleurs engagée dans une âpre compétition stratégique, commerciale et technologique avec les États-Unis.

R I/Agence

FRANCE/SALAIRES DANS LE PRIVÉ

Une hausse record en 2025, mais les inégalités subsistent

Encouragés par un ralentissement de l'inflation, les salaires dans le secteur privé ont augmenté l'an dernier. Une hausse qui cache toutefois de fortes inégalités, notamment entre les hommes et les femmes.

L'année 2025 a été bénéfique aux salaires du secteur privé. D'après une étude de l'Insee publiée ce jeudi, en moyenne, la rémunération en équivalent temps plein (EQTP) des salariés du privé s'établissait à 2.797 euros net de cotisations et contributions sociales.

Encouragé par une décrue de l'inflation, qui est passée de 2 % en 2024 à seulement 0,9 % en 2025, le pouvoir d'achat des salariés du secteur privé a été en nette progression l'an passé.

En euros constants (en prenant en compte l'inflation), le salaire net moyen augmentait de 1,5 %, contre 0,8 % en 2024. C'est la plus forte hausse mesurée depuis 1996, en dehors de l'année 2020, affectée par la crise du Covid-19.

Si l'année 2025 apparaît comme positive pour les salaires du secteur privé, cette augmentation est bien plus limitée dans la durée.

Entre 2019 et 2025, le salaire net moyen n'a augmenté que de 0,2 % par an en moyenne contre une hausse de 0,6 % par an sur la période 1996-2019. Cette dynamique pourrait être d'autant plus freinée que l'inflation a bondi en 2026 : en septembre dernier, l'inflation en France atteignait 3,1 % sur un an, selon les chiffres de l'Insee.

L'étude montre également que les augmentations pour un groupe de postes comparables sont très homogènes en 2025, s'établissant essentiellement entre 1 % et 1,1 %. De fait, d'après les données de l'Insee, si le salaire moyen augmente, c'est surtout parce que les salariés du secteur privé occupent des postes de plus en plus qualifiés.

La situation dans le secteur privé reste toutefois largement inégale. Ces dernières années, les revalorisations du SMIC ont permis de préserver le pouvoir d'achat des bas salaires, pendant que les hauts salaires étaient rognés par l'inflation. En 2025, « les disparités salariales augmentent légèrement », estime l'Insee. Résultat, alors que le premier décile de l'échelle salariale a bénéficié d'une augmentation de 1 % de son pouvoir d'achat, le 99e décile a connu une hausse de 2,2 %.

Entre les hommes et les femmes aussi les écarts salariaux perdurent. L'étude révèle que ces dernières gagnent en moyenne 12,8 % de moins que leurs homologues masculins en EQTP. Une différence qui se réduit toutefois de 0,3 % par rapport à l'année précédente. Ces dix dernières années, l'écart s'est réduit de 5,2 points.

Agence

CHINE

Les ventes automobiles devraient se redresser de 2 % en 2027

Les ventes de voitures en Chine devraient rebondir de 2 % en 2027, après une contraction plus importante que prévu cette année, selon Cui Dongshu, secrétaire général de l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CPCA). D'après ce responsable, les ventes intérieures devraient chuter à 18,5 millions d'unités en 2026, contre 23,7 millions en 2025. Cette reprise en 2027 sera favorisée par l'atténuation des difficultés conjoncturelles, la baisse des pressions sur les coûts et une offre de produits plus compétitive. La concurrence dans le secteur devrait toutefois se polariser davantage, a ajouté M. Cui. Confrontée à une concurrence de plus en plus féroce sur le marché intérieur et à une guerre des prix qui comprime les marges et les bénéfices, l'industrie automobile chinoise accélère son expansion à l'international.

La surcapacité de production, le déclin de la population en âge de travailler (qui devrait passer de 0,9 milliard en 2025 à 0,8 milliard en 2040, selon Euromonitor) et la popularité croissante des services de mobilité partagée ont fait de l'internationalisation une nécessité stratégique pour des constructeurs tels que BYD, SAIC, Geely, Chery et Leapmotor. D'après le cabinet d'analyse de marché londonien, 129 marques automobiles étaient présentes en Chine en 2025, un chiffre en baisse par rapport au pic de 132 atteint en 2023 et 2024. La production, quant à elle, a continué de croître, atteignant 34,5 millions de véhicules, soit une hausse de 10,5 % par rapport à l'année précédente. Sur la même période, les bénéfices et le chiffre d'affaires ont reculé respectivement de 2,6 % et 8 %, en raison de l'envolée des coûts liés à des stratégies commerciales de plus en plus agressives.

Comme le souligne une enquête du groupe de services financiers HSBC, la tendance à la surcapacité devrait se poursuivre au second semestre 2026, avec le lancement prévu de 156 nouveaux modèles, dont 90 % seront électriques. La croissance du secteur, alimentée par la surcapacité, la baisse de la demande et la guerre des prix, a jusqu'à présent été encouragée par le gouvernement chinois au moyen d'un programme de soutien public controversé, qui a fait l'objet d'une enquête de la Commission européenne conclue en octobre 2024. Bruxelles a qualifié de « menace » les subventions, les prêts à taux réduits et les terrains octroyés par Pékin à ses constructeurs, ainsi que la fourniture de batteries à des prix inférieurs à ceux du marché, les incitations directes à l'achat de véhicules électriques et les conditions de financement avantageuses, notamment liées à la notation de crédit des principaux groupes industriels.

Face à Tesla et à la Chine, l'Allemagne dégaine son robot humanoïde à réflexes

SpaceX dépense toujours plus pour s'imposer dans l'intelligence artificielle (IA), et Elon Musk affirme avoir trouvé de quoi financer sa prochaine vague d'achats. Des sommes toujours plus folles pour concrétiser des projets astronomiques

Neura Robotics a dévoilé la quatrième génération de son humanoïde 4NE1, 20% plus léger que son prédécesseur. Ses Smart Limbs intègrent des réflexes directement dans les membres, pour des mouvements plus fluides.

Le fabricant allemand Neura Robotics vient de dévoiler la quatrième génération de son humanoïde 4NE1. Plus léger de 20%, ce robot mise surtout sur des membres capables de réagir de manière autonome à leur environnement. Une évolution qui doit le rendre plus efficace dans les usines avant d'envisager d'autres usages.

Les robots humanoïdes savent déjà marcher, transporter des objets et accomplir des tâches de plus en plus complexes. Mais reproduire des gestes humains avec suffisamment de précision et de naturel reste un sacré défi. Neura Robotics entend justement franchir une nouvelle étape avec son 4NE1 Gen 4 présenté à Munich à l'occasion de l'inauguration d'un centre d'entraînement développé avec l'Université technique de Munich (TUM).

Cette nouvelle génération ne se contente pas d'un régime minceur. Le constructeur allemand a également revu la manière dont son robot perçoit son environnement et commande ses mouvements.

Des réflexes directement intégrés aux bras et aux jambes

La principale innovation du 4NE1 Gen 4 s'appelle Smart Limbs. Derrière cette appellation se cache une architecture qui permet à chaque membre de réagir localement sans devoir attendre systématiquement les instructions du système central. Concrètement, si le robot rencontre une résistance inattendue en manipulant un objet, il peut adapter plus rapidement son mouvement. Neura promet ainsi des gestes plus souples et plus précis, notamment grâce à des mains également améliorées.

L'ensemble fonctionne avec Neuron AI, le modèle d'intelligence artificielle développé par le fabricant. Celui-ci combine vision 3D, toucher, détection des forces et perception sonore pour mieux comprendre les situations. L'objectif n'est pas seulement de voir un objet, mais aussi de sentir, par exemple, qu'une pièce mécanique a bien été enclenchée. Une différence essentielle pour travailler dans un environnement industriel où chaque manipulation ne peut pas être prévue à l'avance.

Un humanoïde plus léger et bientôt produit en série

Neura Robotics a également revu la silhouette de son robot. Le 4NE1 Gen 4 serait 20% plus léger que son prédécesseur, notamment grâce à une conception plus compacte. Il adopte aussi un habillage textile noir censé lui donner une apparence moins intimidante lorsqu'il travaille à proximité des humains.

L'Allemand prépare désormais sa production en série avec l'industrie comme premier débouché. L'avantage d'un robot humanoïde est de pouvoir évoluer dans des espaces déjà conçus pour les personnes, sans nécessairement modifier toutes les installations. À plus long terme, Neura vise également les commerces, les établissements de soins et même les foyers.

En revanche, côté prix, c'est encore flou. À titre de comparaison, la page officielle de la précédente version, le Gen 3.5, affiche un tarif estimatif de 98 000 euros HT l'unité pour une commande de moins de vingt robots, contre 60 000 euros HT à partir de vingt unités. Ces montants donnent un point de repère, mais Neura Robotics n'a pas encore communiqué le tarif de son 4NE1 Gen 4.

À Munich, une véritable salle de sport pour robots

Neura Robotics ne compte pas seulement sur les progrès matériels pour rendre ses machines plus autonomes. Avec l'Université technique de Munich, l'entreprise vient d'ouvrir le TUM Robogym, un centre de plus de 2 300 m2 installé près de l'aéroport de la ville.

Dans ses 48 espaces d'entraînement, une centaine de robots humanoïdes (et de service) apprennent à assembler des pièces, manipuler des cartons, remplir des bouteilles ou utiliser différents outils. Les machines progressent grâce aux données recueillies par leurs capteurs, aux démonstrations de travailleurs équipés de systèmes de capture de mouvements et à des simulations informatiques. Les compétences acquises peuvent ensuite être partagées avec d'autres robots connectés à la plateforme Neuraverse. Et si les robots arrivaient dans notre quotidien bien plus vite que prévu ?

La Toyota Corolla, l'une des voitures japonaises les plus emblématiques risque de devenir

Depuis plus de soixante ans, la Toyota Corolla incarne la voiture japonaise vendue dans le monde entier. Une nouvelle génération est en préparation pour 2028. Elle pourrait être produite en Chine, en partenariat avec la coentreprise locale FAW Toyota Motor. Cette production serait destinée au marché intérieur, mais aussi à l'export. Une perspective surprenante, alors que l'Europe et les

La Corolla est sans doute l'une des Toyota les plus internationales. Actuellement produite dans quinze usines réparties dans douze pays, elle pourrait voir cette organisation évoluer avec sa prochaine génération. En 60 ans de carrière, le modèle phare de la marque s'est vendu à 57 millions d'exemplaires, au fil de douze générations. Au fil du temps, il est passé de la berline tricorps à la bicorps, sans oublier les breaks et les coupés. Il a aussi été l'un des pionniers de sa catégorie à proposer une motorisation hybride, dès 2010. À l'époque, cette technologie était toutefois déjà connue depuis longtemps grâce à la Prius.
Présente dans des dizaines de pays, la Corolla a rapidement été produite au plus près de ses marchés. Mais, selon nos confrères japonais de Nikkei, cette organisation pourrait évoluer dès la treizième génération, prévue pour 2028. Le constructeur japonais pourrait s'appuyer sur sa coentreprise chinoise avec FAW pour y produire une plus grande part de ses Corolla. L'objectif annoncé est de gagner en flexibilité. La future plateforme sera en effet multi-énergie pour la première fois, avec des motorisations thermiques, hybrides et 100 % électriques sur un même modèle. Cette décision s'inscrit dans la philosophie de la marque, qui a souvent réaffirmé sa volonté de laisser le choix au client plutôt que de lui imposer une énergie.

Une stratégie qui va trouver les institutions sur sa route

Pour le moment, la proportion de Corolla qui seront produites en Chine reste inconnue. Ce choix surprend d'autant plus que Toyota dispose déjà d'un réseau d'usines capable de produire ses voitures au plus près des clients. Même les constructeurs chinois cherchent à développer une telle présence mondiale. Ils construisent ou investissent dans des usines en Europe, au Canada et en Amérique du Sud. Malgré ses capacités de production importantes, parfois excessives, et sa main-d'œuvre bon marché, la Chine subit les droits de douane imposés par d'autres

régions du monde.
Toyota devra donc trouver le bon équilibre entre des coûts de production réduits et les droits de douane, ou une fabrication locale plus chère, mais exonérée de ces surtaxes. Malgré ses bons résultats sur certains marchés, comme l'Europe, le constructeur ne peut pas se permettre une erreur stratégique. Ce choix pourrait aussi lui permettre d'anticiper un éventuel ralentissement de sa coentreprise chinoise. Les résultats mondiaux de Toyota sont corrects mais inégaux plusieurs mois, particulièrement en Chine. Comme la plupart des constructeurs étrangers, le japonais y perd du terrain. Même si l'essentiel de la production de la Corolla devrait rester réparti dans le monde, l'usine exploitée avec FAW pourrait approvisionner davantage de marchés. Toyota limiterait ainsi le risque de se retrouver avec des capacités de production inutilisées. C'est justement le problème rencontré par de nombreuses usines chinoises, qui tournent au ralenti ou accumulent les stocks invendus.

Donald Trump a-t-il réussi à faire plier Audi ?

Sous la pression des taxes douanières et de l'administration américaine, Audi abdique et officialise un investissement pharaonique de 4 milliards de dollars pour implanter sa future usine en Géorgie. Le constructeur allemand y assemblera ses gros SUV : Q7, Q8 et Q9. Les concessionnaires Audi aux US respirent et pourront bénéficier de tarifs plus attractifs. Mais quid de la petite désertion de l'Allemagne, qui perd petit à petit des usines ?
Il y a des décisions industrielles qui s'apparentent moins à une stratégie de conquête qu'à une capitulation en bonne et due forme face au politique. Ici en l'occurrence, Donald Trump. Après trois ans de tergiversations et soit disant 90 sites potentiels épluchés (!), Audi vient enfin de officialiser son implantation industrielle aux États-Unis. Un investissement pharaonique de 4 milliards de dollars, officialisé sous les projecteurs d'un meeting politique en Géorgie aux côtés de Donald Trump, pour une usine qui sortira ses premiers mastodontes au début de la décennie 2030. Mais derrière les communiqués de presse se cache surtout le constat d'un Audi pris à la gorge par des barrières douanières. La pression de Trump a marché. Mais il faudra malgré tout se demander si Audi n'aurait pas construit une usine en Amérique du Nord même sans surtaxes douanières... car les US sont un marché plus rentable pour le constructeur que l'Europe où les modèles compacts sont les plus populaires.

Les droits de douane qui font mal

Importer l'intégralité de sa gamme depuis l'Europe ou le Mexique relevait jusqu'ici d'un pari risqué. Avec une facture de taxes d'importation ayant atteint 1,4 milliard de dollars rien que pour l'exercice 2025 au sein du groupe Volkswagen — et 4 milliards pour l'ensemble du groupe —, la messe était dite. Les dirigeants d'Audi ont dû se rendre à l'évidence : persister à alimenter le deuxième marché mondial depuis devenait difficile, surtout lorsque des rivaux historiques comme BMW et Mercedes-Benz prospèrent depuis des décennies sur le sol américain grâce à des hubs de production locaux.
La dégringolade commerciale de la marque sur place, marquée par une chute 16 % des ventes en 2025 et un recul supplémentaire de 15 % au troisième trimestre, aurait fini par convaincre la marque. Pour Audi, qui perd de l'argent aux États-Unis, l'implantation géorgienne s'impose comme une question de relance, voire de survie.

Des mastodontes thermiques et hybrides pour le public américain

Le futur site du Middle Georgia Mega Site ne fera pas dans la demi-mesure, puisque 4500 emplois y sont promis pour assembler de gros SUV : Q7, Q8 et le nouveau Q9. Contrairement à l'Europe électrifiée, l'usine fera la part belle aux motorisations thermiques et hybrides rechargeables, taillées sur mesure pour les appétits locaux. Les grosses Audi ne viendront donc plus de Slovaquie. Pendant ce temps, la Q5 restera sagement au Mexique et la Q3 en Hongrie. Reste à savoir si cette promesse d'industrialisation locale permettra à Volkswagen d'obtenir en retour de précieux sésames sous forme de déductions ou d'allègements douaniers, des négociations serrées étant menées en coulisses avec l'administration américaine.

L'Allemagne s'interroge face aux délocalisations

Cette annonce a beau être accueillie avec soulagement par les concessionnaires américains en quête de produits enfin adaptés à leurs standards, elle risque de provoquer des sueurs froides de l'autre côté de l'Atlantique. Le comité d'entreprise de Volkswagen et les syndicats allemands, déjà vent debout face aux menaces de restructuration et de fermeture potentielle d'usines historiques comme celle de Neckarsulm après 2030, ne manqueront pas de demander des comptes. Gernot Döllner a beau jeu de marteler que l'Allemagne demeure la colonne vertébrale technologique d'Audi et que ce grand saut américain ne sacrifie en rien les compétences domestiques, la pilule a du mal à passer. Surtout que ce n'est pas la seule délocalisation marquée du groupe : rappelons que la Golf va être transférée au Mexique !

Pigeons blancs
Bel oiseau
Sépare
Conviens
En ce lieu
Échine
Organe récepteur
Arme automatique (initiales)
Dame
Paradis terrestre
Jadis le loup
Organe d'un sens
Chauve-souris
Bijou
Roches ferriques
Brillant
Expulsée
Entre l'URSS et la Russie (initiales)
Habitation africaine
Frangins
Grand lac américain
Voix qui change
Ceinture jaune
Délicat
Inventé
Substance
Mer européenne
Sortie
Glissé
Île de France
Unités forestières
Alcaloïde
Usés
Singe-araignée
Situé à l'étude
Saison
Insuffi-sances
Certificat
Natives
Pacotilles
Écimé
Toilettes publiques
Un de nos voisins
Beau château
Commune du Cher
L'Irlande gaëlique
Empereurs russes
Représen-tation
Recueil d'anecdotes
Prénom féminin
Geindre
Petit lieutenant
Id est
Annonce la suite
Contestes
Figé
Qualité d'huiles (initiales)
Coiffure papale
Force
Proclamées
Astate
Affole
Arrose Paris
Suppliais
Écharpes
Jeune comédienne
Péninsule d'Asie
Général confédéré
Paris sous les romains
Assaison-née
Fleuve outre-Rhin
Femme du rajah
Vaincu
Erbium
Risquant
Sur une plaque néerlan-daise
S'écrouler
Orateur grec
Chanteuse française
Manche au tennis
Partie tendre
Levant
Petite pomme
Offensé
Praséo-dyme
Petits socles
Langue du sud
Petit tour
Cérium
Bêtes
Pour unir
Donne
Couteau à lame rétractable

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 27 octobre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à près de 115 dollars le baril

Les cours du pétrole baissaient lundi, dans un marché toujours attentif à l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, perdait 1,53 % à 114,93 dollars.
Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, tombait de 2,22 % à 100,98 dollars.

PROTECTION DES INTÉRÊTS ÉNERGÉTIQUES ET ÉCONOMIQUES COMMUNS

Tebboune ordonne le déploiement d'unités de l'ANP au Niger

Le président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé, hier, d'envoyer des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) en République du Niger afin d'assurer la protection des intérêts énergétiques et économiques communs aux deux pays, indique un communiqué de la Présidence de la République.
Cette décision a été prise en application des dispositions de la Constitution, notamment ses articles 30 et 91 (alinéas 1, 2 et 7), à la demande des autorités nigériennes et après approbation à l'unanimité du Conseil de la nation et de l'Assemblée populaire nationale, lors de leurs séances plénières à huis clos tenues le 25 octobre 2026, précise le communiqué de la Présidence de la République.

HYDRAULIQUE

Près de 1470 milliards de DA de projets enregistrés

Par S. R.

L'Algérie poursuit ses investissements dans les infrastructures hydrauliques, avec un portefeuille de projets dépassant 1 469 milliards de dinars. Ce programme porte notamment sur la réalisation de nouveaux barrages, le développement des transferts d'eau entre régions et l'extension des capacités de dessalement. Le réseau national compte 82 barrages, dont le taux de remplissage a atteint environ 60 % grâce à l'amélioration des précipitations. À court terme, la mise en service d'un barrage à El Tarf et la réception de deux ouvrages à Tizi Ouzou sont annoncées. Parallèlement, 28 études relatives à de nouveaux barrages sont en cours. Le secteur prévoit également 18 projets de transfert hydraulique. À Sétif, le transfert depuis le barrage de Draâ Eddis est estimé à 18 milliards de dinars.
Dans la région de Bordj Badji Mokhtar, un projet de 26 milliards de dinars prévoit un tracé d'environ 250 kilomètres, dont le lancement est annoncé autour du 12 novembre. D'autres interconnexions concernent notamment Jijel, Souk Ahras et Mascara. « Nous poursuivons la réalisation des projets structurants pour renforcer la sécurité hydrique et améliorer l'approvisionnement des populations », a indiqué le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale.
Pour ce qui est du dessalement, le parc national comprend 11 grandes stations et 12 installations monoblocs, pour une capacité cumulée annoncée de 3,6 millions de mètres cubes par jour, ce qui couvre près de 40 % des besoins en eau potable. Parmi les projets en cours figurent une station de 60 000 m³/jour à Tizi Ouzou, des transferts vers l'est de Blida et des stations de 300 000 m³/jour chacune à Chlef, Mostaganem et Tlemcen. Dans le Sud, les projets concernent notamment l'approvisionnement de Tamanrasset et le renforcement des capacités de dessalement à Tindouf. Enfin, la réalisation des conduites, des stations de pompage et des réservoirs demeure essentielle pour acheminer l'eau produite vers les régions bénéficiaires et garantir une distribution régulière.

RESSOURCES HYDRIQUES

Les eaux usées traitées au service du développement industriel

Par S. R.

La sécurisation des ressources hydriques constitue un enjeu majeur pour le développement industriel en Algérie, dans un contexte marqué par l'augmentation de la demande et par les effets du changement climatique. La mobilisation de ressources non conventionnelles, notamment les eaux usées traitées, apparaît comme une solution pour répondre aux besoins des activités productives tout en préservant les ressources destinées à l'alimentation en eau potable.
La croissance économique et l'implantation de nouveaux projets industriels imposent au secteur de l'Hydraulique d'adapter ses infrastructures et de diversifier ses sources d'approvisionnement. Cette démarche concerne en particulier les régions qui accueillent des investissements structurants, où la disponibilité de l'eau est un facteur déterminant pour le développement des activités productives. « Le secteur fait face à de grands défis, notamment en raison de l'augmentation de la demande en eau liée à la croissance démographique, aux nouveaux pôles urbains et au développement économique et social », a expliqué le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale.
Face à ces défis, le recours aux ressources non conventionnelles constitue un levier important. Le dessalement de l'eau de mer contribue à renforcer les capacités d'approvisionnement, tandis que la réutilisation des eaux épurées peut couvrir une partie des besoins industriels et agricoles. Cette orientation vise ainsi à limiter l'usage de l'eau potable pour des besoins que des ressources alternatives peuvent satisfaire, sous réserve d'un traitement adapté. « Il était nécessaire de recourir à d'autres sources d'eau, notamment au dessalement de l'eau de mer et à l'utilisation des eaux traitées, en particulier pour l'agriculture et d'autres usages », a-t-il indiqué. À Béchar, l'alimentation de la zone industrielle de Toumiat illustre cette approche. Le dispositif prévoit notamment le transfert des eaux épurées de la station de traitement des eaux usées de Béchar vers la zone industrielle, sur une distance de 60 kilomètres, afin de couvrir les besoins en eau industrielle. Cette infrastructure doit accompagner les investissements structurants de la région, dont le projet de transformation et de valorisation du minerai de fer de Gara Djebilet. À Annaba, les besoins de la zone industrielle d'El Allelik figurent également parmi les projets évoqués par le ministre, avec un volume annoncé d'environ 30 000 m³ d'eau par jour.
Cette capacité doit contribuer à répondre aux besoins des activités industrielles locales et souligne la nécessité d'adapter les infrastructures hydrauliques aux exigences des pôles économiques. « Ce secteur est lié au développement dans tous les domaines », a souligné Lounès Bouzegza, rappelant le rôle de l'eau dans l'accompagnement des dynamiques économiques et sociales.
La réussite de cette orientation dépendra de la réalisation des infrastructures dans les délais, de la qualité des eaux réutilisées et de la gestion efficace des installations. Pour l'industrie algérienne, la sécurisation hydrique ne se limite donc pas à la mobilisation de nouvelles ressources : elle conditionne aussi la durabilité des investissements et une meilleure préservation de l'eau potable.

COOPÉRATION ALGÉRO-ÉGYPTIENNE

L'économie au cœur des priorités

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Egyptiens à l'étranger, M. Badr Abdelatty, a souligné, dimanche, la volonté de son pays de développer et d'approfondir ses partenariats économiques avec l'Algérie, à la faveur des relations politiques "privilégiées" unissant les deux pays frères.
Dans une déclaration à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Abdelatty a indiqué avoir transmis au président de la République "un message fraternel de son frère le président égyptien, M. Abdel Fattah Al-Sissi, lui exprimant toute l'affection, l'estime et le respect portés à l'Algérie, pays frère, et au Président Abdelmadjid Tebboune". Il a fait savoir que sa visite en Algérie s'inscrit dans le cadre des "relations privilégiées unissant les dirigeants des deux pays et les deux peuples frères", précisant que cette audience a permis d'aborder "les relations bilatérales et les moyens de les développer davantage", notamment à travers "l'échange de visites au plus haut niveau".
Dans ce contexte, M. Abdelatty a souligné la volonté de son pays de donner une forte impulsion aux relations économiques, à la hauteur des "relations politiques bilatérales privilégiées".
Le ministre a indiqué que son pays encourage les entreprises égyptiennes à "renforcer davantage leur présence sur le marché algérien, compte tenu du climat favorable à l'investissement, grâce aux politiques du Gouvernement algérien et aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".
Il a également été question, a-t-il dit, de l'approfondissement des partenariats dans les secteurs de l'agriculture, des industries agroalimentaires, de la fabrication et de la localisation, afin de créer "davantage d'emplois et de valeur ajoutée, contribuant ainsi à réduire la dépendance aux importations, aussi bien en Egypte qu'en Algérie, et à bâtir des économies intégrées".
Le ministre égyptien des Affaires étrangères a ajouté que sa rencontre avec le président de la République a permis d'aborder la situation régionale, évoquant en particulier les développements en Libye.
A cet égard, il a rappelé l'importance de la réunion tripartite, tenue dimanche à Alger, entre les ministres des Affaires étrangères de l'Algérie, de l'Egypte et de la Tunisie, mettant en avant "les positions communes des trois pays concernant la préservation de l'unité de la Libye et la nécessité d'œuvrer pour l'unification et la sauvegarde de ses institutions, en prélude à un processus politique intégré conduit par les Libyens sans ingérences extérieures". Il a aussi été question des efforts déployés en faveur de la désescalade au Moyen-Orient, en lien avec la situation en Iran et la question palestinienne, qui est "au cœur du conflit dans la région", outre la situation au Soudan et "les efforts conjoints pour parvenir à un règlement politique qui préserve son unité et celle de ses institutions nationales", a-t-il poursuivi.
"La situation au Sahel a également été abordée au regard de son importance pour la sécurité nationale algérienne et la sécurité nationale égyptienne", a conclu le ministre égyptien des Affaires étrangères.

R E.